



L'ancien Premier ministre Nouredine Bedoui placé sous mandat de dépôt

P.2



FEUX DE FORÊT

La commission chargée de l'indemnisation des agriculteurs opérationnelle

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 24 AOÛT 2022 // N°373 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

CATHERINE COLONNA, BRUNO LE MAIRE, GÉRALD DARMANIN, JEAN-PIERRE FILIU, HAÏM KORSIA ET GILLES KEPEL

Les principaux hommes de Macron pour la « mission Algérie »

P.3



L'EDITORIAL DE L'EXPRESS
Pour des relations bilatérales solides

P.3

LA VISITE DE MACRON À PARTIR DE DEMAIN À ALGER MET LE ROYAUME SENS DESSUS-DESSOUS

Les inquiétudes de Rabat

P.3



MOUVEMENT EL-BINA

Le 2° congrès du parti prévu le premier trimestre 2023

P.3

IL A RÉUNI L'ENSEMBLE DES WALIS

Beldjoud tente de faire bouger les lignes

P.4

LA MAJORITÉ DES INCENDIES DE FORÊT MAÎTRISÉS

La wilaya d'El Tarf panse ses blessures

P.4



JOSEP BORRELL AU SUJET DE LA QUESTION SAHRAOUIE
Que le peuple sahraoui puisse décider de son propre sort

P.5



CHUTE RECORD DE L'EURO FACE AU DOLLAR

L'euro s'enfonçait lundi sous le seuil de la parité avec le dollar, à un niveau plus vu depuis l'année de sa mise en circulation, plombé par la crise énergétique qui menace de plonger l'Europe dans la récession.

Le billet vert profitant pour sa part des tours de vis successifs de la Réserve fédérale américaine (Fed), l'euro perdait 0,96% dans l'après-midi à 0,9941 dollar, un plus bas depuis 2002. La vigueur du dollar rend les importations plus coûteuses, notamment pour les matières pre-



mières comme le pétrole dont le cours est fixé en dollars, accentuant une inflation déjà dévastatrice pour les consommateurs et les entreprises.

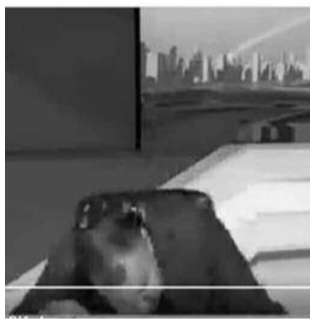
MORT SUBITE

UN JOURNALISTE D'AL AHED SUCCOMBE SUBITEMENT EN DIRECT

La vidéo est devenue virale. Un journaliste irakien, Rinas Ali, l'animateur de la chaîne Al-Ahed en Irak est décédé subitement lors d'une émission en direct.

Le journaliste parlait normalement, a marqué un temps d'arrêt, a dit des mots édifiants,

comme s'il augurait d'un malheur (« la hawla wala quwata illa billah »), a toussé une fois, avant de s'effondrer sur la table, puis à terre. Un homme accourt à la rescousse, puis la caméra coupe la diffusion. On n'en sait pas plus pour le moment.



MANIPULATEURS DES MONONEURONES

POUTINE TOURNE EN DÉRISION LES MÉDIAS FRANÇAIS

La vidéo présentée par LCI montrant un prétendu missile russe sur le toit d'une centrale nucléaire en Ukraine n'en finit pas de tourner en boucle, alors que ce n'était qu'une... cheminée sur un toit. Cette fake news a donné l'occasion à une vidéo parodie de Poutine pour tourner en dérision une partie de la presse

française, en disant qu'elle devait au minimum respecter ses propres téléspectateurs. Mais c'est surtout son extrapolation qui a fait le tour de twitter : « J'ai même entendu dire que les hommes peuvent chez eux être enceints, que l'utérus est un organe masculin. C'est étrange, mais cela démontre que

l'Occident est prompt à distordre la réalité ». Puis il enchaîne sur le reportage bidonné de France 2, pour dire : « Sachez que si vous savez faire tromper certains mononeurons, cela ne marchera pas avec les gens qui réfléchissent ».

La vidéo, une parodie du chef du Kremlin, fait l'effet d'une tilt médiatique.

L'AMBASSADE US À KIEV EXHORTE SES CITOYENS À QUITTER LE PAYS IMMÉDIATEMENT

L'ambassade des Etats-Unis à Kiev a exhorté les citoyens américains encore en Ukraine à quitter le pays immédiatement par crainte de nouvelles frappes russes. En effet, le département d'Etat américain a publié, lundi, une alerte de sécurité avertissant que la Russie intensifie ses

efforts pour attaquer, dans les prochains jours, les infrastructures civiles et les installations gouvernementales de l'Ukraine, a rapporté Le Monde. Le département d'Etat américain a publié, lundi, une alerte de sécurité avertissant que la Russie intensifie ses

efforts pour lancer des frappes contre les infrastructures civiles et les installations gouvernementales de l'Ukraine dans les prochains jours. L'ambassade des Etats-Unis à Kiev a exhorté les citoyens américains encore en Ukraine à quitter le pays immédiatement

FEUX DE FORÊT : LA COMMISSION CHARGÉE DE L'INDEMNISATION DES AGRICULTEURS OPÉRATIONNELLE

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a présidé l'installation de la commission sectorielle nationale et opérationnelle chargée de l'indemnisation des agriculteurs touchés par les feux de forêt qui ont causé des pertes matérielles considérables dans certains wilayas du pays, indique un communiqué du ministère. L'installation s'est déroulée lundi

lors d'une réunion de coordination présidée par M. Henni, en présence de cadres du ministère et des présidents directeurs généraux des entreprises économiques publiques sous tutelle. La commission aura à coordonner avec la commission nationale d'indemnisation installée au niveau du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, précise la même source.

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE NOUREDDINE BEDOUI PLACÉ SOUS MANDAT DE DÉPÔT

La chambre d'accusation près le tribunal d'Alger a décidé de placer l'ancien Premier ministre Nouredine Bedoui sous mandat de dépôt. Poursuivi dans des affaires liées à la corruption, Bedoui a été, rappelez-le, placé en septembre dernier sous contrôle judiciaire avant que la chambre d'accusation près le tribunal d'Alger ne décide de son incarcération. Nourredine Bedoui, ancien Premier ministre, sera convoqué dans les jours à venir par le juge d'instruction près le pôle économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed pour son implication présumée dans des affaires de corruption alors wali de Constantine. Selon nos informations, le juge d'instruction en charge de l'affaire serait destinataire d'un rapport établi par le groupement financier et



économique de la Sûreté de wilaya de Constantine qui avait déjà interrogé Bedoui à plusieurs reprises suite à des commissions rogatoires envoyées par la Cour suprême. L'ancien Premier ministre fait l'objet de plusieurs chefs d'inculpation, à savoir, entre autres, l'octroi de

marchés de gré à gré à des entrepreneurs qui n'ont pas respecté ni les règles ni les critères, pillage et détournement illégal du foncier, octroi des terres à caractère industriel de manière contraire aux règlements et à la législation au profit de certains investisseurs fictifs.

MORT D'AYMÈNE AL-ZAWAHIRI

LE MAROCAIN ABOU RAHMAN AL-MAGHREBI, CANDIDAT À SA SUCCESSION

Né au Maroc, Mohammed Abattay, alias Abou Rahman al-Maghrebi, est l'un des prétendants à la succession d'Ayman al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaïda tué le 31 juillet en Afghanistan par une frappe américaine. « Samedi, sur mes ordres, les États-Unis ont mené à bien une frappe aérienne sur Kaboul, en Afghanistan, qui a tué l'émir d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri. » C'est par ces mots que, lundi 1er août, le président américain Joe Biden annonçait la mort du chef d'Al-Qaïda, au cours d'une brève allocution en direct de Washington. « Justice a été rendue et ce

dirigeant terroriste n'est plus », a ajouté le locataire de la Maison-Blanche. Présenté comme l'un des cerveaux des attentats de 2001, Zawahiri était l'un des terroristes les plus recherchés par les États-Unis. Il avait pris la tête d'Al-Qaïda après la mort d'Oussama Ben Laden, tué par un commando américain au Pakistan en 2011. Al Zawahiri éliminé, parmi les noms qui circulent, outre celui de l'Égyptien Seif al-Adel, pour prendre la relève, figure celui d'un Marocain, Abou Rahman al-Maghrebi, de son vrai nom Mohamed Abattay.

LA CHINE DOMINE LE MONDE DE LA VOITURE ÉLECTRIQUE

Extraction, raffinage des métaux, production des cellules et des batteries : la Chine domine presque tout dans la chaîne de la voiture électrique. Et malgré les projets européens, cela n'est pas près de changer. Les constructeurs européens ont beau communiquer sur la construction d'usines fabriquant des batteries en Europe, pourront-ils seulement inverser la tendance qui veut que la Chine soit l'usine du monde ? Elle l'est déjà dans bon nombre de secteurs, et l'Empire du Milieu a su très tôt capter le marché de l'électronique et du stockage d'énergie. Le problème, c'est que la batterie

d'une voiture électrique ne se résume pas à un simple assemblage final de cellule dans un grand pack, qui sera intégré dans le plancher d'une automobile. Que ce soit Stellantis avec Total, Renault avec Envision ou encore Volkswagen, chaque projet d'usine de batteries en Europe a un point en commun : elle ne fait qu'assembler des cellules, souvent sans les produire à l'origine. Des cellules en provenance d'Asie, même si certaines usines, comme celle de CATL, prévoient d'en produire sur place. Mais bien avant cela, il faut des métaux qui viennent de l'autre bout de la planète.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19

Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



CATHERINE COLONNA, BRUNO LE MAIRE, GÉRALD DARMANIN, JEAN-PIERRE FILIU, HAÏM KORSIA ET GILLES KEPEL

Les personnalités qui vont accompagner Emmanuel Macron en Algérie

Le président français, Emmanuel Macron, va entamer demain une visite de trois jours en Algérie. C'est sa deuxième visite en tant que président mais surtout la première depuis sa réélection pour un second mandat.

Lors de son déplacement, le président français sera accompagné d'une forte délégation composée de plusieurs ministres, dont Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, selon Le Journal du Dimanche (JDD).

Emmanuel Macron sera également accompagné du recteur de la Grande Mosquée de Paris, de l'expert du monde arabe Jean-Pierre Filiu et de l'islamologue Gilles Kepel.

Ce n'est pas tout. Le grand rabbin de France, Haïm Korsia, dont les parents sont nés respectivement à Tlemcen et à Oran, sera du voyage. « (Haïm Korsia), né en France et qui n'a jamais connu le pays de ses parents, serait alors la première personnalité religieuse juive au sein d'une délégation officielle à visiter l'Algérie », ajoute le JDD.

Le président français aborde-



ra avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune les grands dossiers

d'intérêt commun, à l'instar des conséquences de la crise en Ukraine sur l'approvision-

nement de l'Europe en gaz, la question des visas et celle de la mémoire. **I.M. Amine**

MACRON À ALGER DEMAIN POUR UNE VISITE DE TROIS JOURS

LES INQUIÉTUDES DE RABAT

Dans son discours du 20 août, le roi du Maroc avait fait le point sur les « acquis engrangés » par le Maroc dans le dossier du Sahara occidental et invité les pays qu'il a qualifié d'« alliés » à se positionner sur le dossier et à s'exprimer clairement. Lancés avant la visite du président français à Alger et à un moment où les relations franco-marocaines connaissent un gel polaire, ces propos étaient tout destinés à tomber dans l'oreille de Macron.

Si Macron a d'autres projets avec l'Algérie, notamment sur le gaz, l'Ukraine et un regain d'intérêt de son commerce avec Alger, le Maroc tient à ce que la France n'ignore pas ses doléances. Object de fixation obsessionnelle de sa politique étrangère, le Sahara occidental l'empêche pour le moment de voir que les autres horizons sont en train de dangereusement se rétrécir et s'obscurcir devant lui.

Officiellement, pour le président français, l'ambition exprimée est de se donner une nouvelle chance et de se permettre « une nouvelle page d'avenir » dans les relations franco-algériennes, comme annoncé lors de son premier déplacement à Alger, en décembre 2017.

Demain, Emmanuel Macron, accompagné de Catherine Colonna, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, « évoquera les

grands dossiers concernant des préoccupations communes ». Or parmi les préoccupations de l'Algérie, le dossier du Sahara occidental est situé en bonne place. Sera-t-il évacué pour avancer sur d'autres dossiers plus fermes ? On le saura jeudi.

De toute évidence, on s'attend déjà de voir Macron user de son lexique langagier habituel éviter d'évoquer toute référence qui pourrait prêter à toute interprétation, ou a minima, se contenter de sa grandiloquence classique d'une « France qui encourage les relations de bon voisinage » entre les deux pays.

Le souhait du Maroc de voir la France se positionner sur le Plan d'autonomie au Sahara risque de demeurer au stade de souhait, tant le besoin français d'une amitié avec l'Algérie, avec tout ce que cela aura comme conséquences, s'inscrit sous le sceau de l'urgence.

Tous les observateurs ont relevé le ton agacé du roi du Maroc. Ses exhortations ressemblaient à des mises en garde, et c'est là un impair qu'il a résolument et ostensiblement commis, puisque Mohammed VI a adressé une mise en garde ferme « aux partenaires du Royaume, traditionnels ou nouveaux, dont les positions sur l'affaire du Sahara sont ambiguës », en précisant : « Nous attendons qu'ils clarifient et revoient le fond de leur positionnement, d'une manière qui ne prête à aucune équivoque ».

Des propos tendus et menaçants ; ce qui pourrait être interprété comme une pression politique et diplomatique, et peut-être lui coûter sur plusieurs plans. **O.F.**

MOUVEMENT EL-BINA

Le 2^e congrès du parti prévu le premier trimestre 2023

Le Conseil consultatif du Mouvement El-Bina a approuvé la composition du comité de préparation du 2^e congrès prévu le premier trimestre de 2023, a indiqué hier, un communiqué du parti.

L'ordre du jour du Conseil national consultatif du mouvement El-Bina, réuni en session ordinaire aux Pins maritimes (Alger), a porté

sur "l'examen de la situation politique, économique et sociale au niveau national et aux développements aux plans régional et international, le bilan du mouvement au cours du premier semestre au titre du Programme annuel 2022, les conclusions de l'évaluation nationale du parcours du mouvement et la formation du comité de

préparation du 2^e congrès du mouvement". Après l'approbation du comité de préparation du congrès, prévu le premier trimestre de 2023, le Conseil national consultatif a appelé, dans ses recommandations finales, l'ensemble des composantes du mouvement à "faire en sorte que le 2^e congrès soit un

nouveau départ permettant au mouvement de contribuer à la construction nationale dans toutes ses dimensions". Le Conseil consultatif a saisi l'occasion pour saluer "l'élan de solidarité et les efforts officiels et populaires dans la lutte contre les feux et leurs répercussions dans certaines wilayas de l'est du pays". **Aps**

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



POUR DES RELATIONS BILATÉRALES SOLIDES

On ne peut pas bâtir les relations algéro-françaises sur la base de la confiance et du respect mutuels si la France, sous le fallacieux prétexte des droits de l'homme, continue à donner asile à des apprentis terroristes et à des promoteurs de discours de haine et de violence qui œuvrent de toute leurs forces à attenter à la stabilité et à la sécurité de l'Algérie.

Emmanuel Macron doit mettre un terme à cette situation qui fait de la France une base arrière à tout ce qui est anti-algérien. Déjà, dans les années quatre-vingt-dix, la France et d'autres pays occidentaux, au nom du fallacieux prétexte de la démocratie, ont donné asile et protégé des terroristes notoires qui assumaient publiquement les attentats commis en Algérie, et aujourd'hui, c'est le même scénario ! Sous le couvert de démocratie, de défense des droits de l'homme et de liberté d'expression, la France héberge toute une faune d'individus qui complotent ouvertement contre l'Algérie. Imaginons un instant que l'Algérie, au nom de cette même démocratie, offre asile à des éléments du FLNC et leur permet de faire toutes sortes d'activités anti-françaises, quelle serait la réaction de la France et de l'Occident en général ? Pas la peine d'y penser !

Comment alors la France se permet-elle de laisser des groupes anti-algériens dont les connivences avec le Makhzen et des réseaux sionistes n'est plus à démontrer, mener des campagnes hostiles sur son sol contre l'Algérie ? Ni la démocratie, ni les droits de l'homme ne permettent de tels impairs.

Il y a manifestement une volonté de nuire à l'Algérie ! Et cela doit cesser immédiatement si l'on veut que les relations entre les deux pays repartent du bon pied. Si la question de la mémoire constitue un écueil à surmonter pour bâtir des relations au service de l'avenir des deux peuples et de leurs intérêts, la présence de félons et de prédateurs algériens sur le sol français constitue également un autre écueil qu'il faut rapidement aplanir.

Tant que la France abrite chez elle tout ce conglomérat algérien de traîtres, de scélérats et de comploteurs qui ne rêvent que de voir l'Algérie prendre le chemin de Damas, on ne pourra jamais parler de relations apaisées et de bonne entente entre les deux pays.

La visite de demain du président français en Algérie doit être le début d'un véritable processus pour évacuer toutes les chausse-trappes qui piègent les relations entre les deux pays. De bonnes relations entre la France et l'Algérie ne peuvent qu'être bénéfiques pour les deux peuples et toute la région de l'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen. En tout cas, la France n'a strictement rien à gagner à servir de base arrière pour des forces anti-algériennes. **M. Z.**

LE MOUSTIQUE TIGRE ENVAHIT
LA PARTIE NORD DU PAYS

L'INSTITUT PASTEUR D'ALGÉRIE EN DIT D'AVANTAGE

Le moustique tigre est très agressif envers l'homme, chez qui « les membres inférieurs constituent une cible de choix », a mis en garde hier, l'Institut Pasteur d'Algérie dans une « note informative » postée sur sa page Facebook. L'IPA rappelle que le moustique tigre a été détecté pour la première fois en Algérie en 2010 et est implanté dans quelques wilayas du Nord. L'institut relève que dans des conditions bien particulières, ce moustique peut transmettre des virus provoquant des maladies comme la Dengue, le Chikungunya ou le Zika. « Mais, indique-t-il, sa présence en nombre important ne signifie pas que les maladies qu'il peut véhiculer apparaîtront automatiquement ». Plus rassurant, l'IPA a fait savoir que les maladies citées n'existent pas dans notre pays à l'heure actuelle et qu'aucun cas transmis par ce moustique n'a été enregistré en Algérie. L'IPA a par ailleurs noté qu'à travers ses laboratoires, « il est chargé de la surveillance et du diagnostic de tout cas d'infection par l'une des maladies transmissibles par ce moustique en utilisant des techniques de laboratoires spécifiques et d'effectuer des études entomologiques, des études sur la capacité de transmission des maladies ainsi que des tests de sensibilité des moustiques aux insecticides, dans le cadre de sa contribution au programme national de lutte et de surveillance de ces maladies établi par le ministère de la Santé. Les spécialistes de la santé publique, sont quant à eux, unanimes à affirmer que « le moustique tigre ne constituait pas un danger pour la santé publique, si ce n'est quelques désagréments se manifestant par des démangeaisons et apparition de cloques ». Pour s'en prémunir, il est notamment recommandé d'éliminer les points d'eau stagnante qui pourraient favoriser la reproduction de ce vecteur de maladies. Il est aussi impératif de supprimer les pneus usagés et tout autre objet pouvant contenir de l'eau et de changer l'eau des vases régulièrement et couvrir les récipients d'eau. En cas de piqûres, les citoyens doivent se présenter aux centres de santé de proximité pour y recevoir les soins appropriés. **R.N.**

IL A RÉUNI L'ENSEMBLE DES WALIS

BELDJOUÏ TENTE DE FAIRE BOUGER LES LIGNES

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, a présidé, lundi 22 août, une réunion de coordination par visioconférence avec les walis consacrée à la gestion d'un certain nombre de dossiers liés aux intérêts du citoyen. Lors de la réunion, le ministre a abordé les préparatifs de la prochaine rentrée sociale, Beldjoud a ordonné des travaux pour assurer toutes les conditions organisationnelles et logistiques et intensifier les travaux de proximité et les sorties de terrain pour voir et prendre en charge les préoccupations des citoyens. Le ministre de l'Intérieur a également ordonné l'achèvement du contrôle des pertes engendrées par les incendies de forêt pour démarrer les opérations d'indemnisation. En outre, il a appelé à maintenir « un haut niveau de préparation et de vigilance, et à poursuivre les campagnes de nettoyage dans les zones brûlées, et à s'occuper des points noirs pour faire face à d'éventuelles inondations »

Y.B.

LA MAJORITÉ DES INCENDIES DE FORÊT MAÎTRISÉS

La wilaya d'El Tarf panse ses blessures

**Aujourd'hui,
la majorité
des incendies
de forêt ont
été éteints, et
la population
tente petit à
petit de
reprendre le
chemin de la
normalité...**

Par Youcef Salami

La wilaya d'El Tarf est l'une des régions les plus durement touchées par les feux de forêt. Le wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, a tenu une conférence de presse au siège de la wilaya où il a indiqué que les incendies de forêt déclarés mercredi passé à El Tarf ont causé la mort de 36 personnes et dévasté 5.670 hectares du couvert végétal dont 1.164 hectares de forêts. Il a précisé que la wilaya d'El Tarf a connu 27 incendies dans 13 communes rappelant que depuis le premier juin passé, 6.039 hectares du couvert végétal ont été détruits par les flammes. C'est le triste bilan des incendies. Aujourd'hui, la majorité des incendies de forêt ont été éteints, et la population tente petit à petit de reprendre le chemin de la normalité, avec le soutien actif de l'Etat. Celui-ci va indemniser les victimes des dommages causés par les feux de forêt. Hier, le porte-parole du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Messaoud Bendridi, a évoqué l'installation de la commission sectorielle chargée de la prise en charge des victimes des incendies. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Bendridi a, en effet, souligné que cette commission a entamé hier son travail. Il a également expliqué que la mission de cette commission est d'indemniser les victimes des incendies en coordination avec la commission nationale



d'évaluation et d'indemnisation des sinistrés installée au niveau du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Le ministre de l'Agriculture, Mohamed Abdelhafid Henni, avait affirmé, lundi dernier, que l'indemnisation des agriculteurs touchés par les derniers incendies « débutera immédiatement » après réception des rapports élaborés par les commissions de wilaya. En outre, les services du ministère ont établi un programme spécial de reboisement d'espèces végétales s'adaptant aux hautes températures, a-t-il ajouté, soulignant l'implication du Groupe de génie rural pour réhabiliter toutes les pistes agricoles. Pendant ce temps, les autorités compétentes cherchent à repérer les mouvements suspects de personnes supposées avoir perpétré des incendies criminels. Ainsi, la brigade de Gendarmerie natio-

nale de la commune de Zerizer (daira de Besbes dans La wilaya d'El-Tarf) a présenté, lundi dernier, devant le Parquet du tribunal de Drean territorialement compétent, deux présumés pyromanes arrêtés. Les mis en cause seraient les auteurs de l'incendie qui s'est déclaré au lieu-dit El Mengas. C'est après la mise en application du plan de sécurité que les gendarmes en patrouille ont arrêté ces deux individus à un 1.5 km du foyer de l'incendie. L'un des deux suspects a été placé en détention préventive. Par ailleurs, les aides affluent vers El Tarf. La République de Chine, par le biais de son ambassade en Algérie, a fait don de 8 millions de dinars aux sinistrés des derniers feux de forêts, déclenchés dans les wilayas de l'Est du pays. Ces « dons ont été remis par le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine à la

présidente du Croissant rouge algérien, Ibtissam Hamalooui, dont l'organisme se chargera de les distribuer », a fait savoir la représentation diplomatique chinoise dans un communiqué rendu public. L'Union des travailleurs chinois, à lui aussi fait don de 8 millions de dinars au profit des sinistrés. La Chine confirme ainsi l'excellence de ses relations avec l'Algérie. Les Chinois ont d'ailleurs été les premiers pays à avoir contribué à l'effort national de lutte contre la pandémie du coronavirus. Des millions de doses de vaccins anti-covid-19, ont été en effet acquis de la République Populaire de Chine, par l'Algérie dans le cadre du renforcement des efforts du système de santé nationale et afin d'assurer la disponibilité des moyens nécessaires pour endiguer la propagation du coronavirus. **Y.S.**

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION, INCENDIES, ÉVACUATIONS SANITAIRES...

LA PROTECTION CIVILE SUR LE QUI-VIVE

Les services de la Protection civile ont fait état, hier, de 25 882 interventions, durant la période allant du 14 au 20 août 2022, après avoir reçu des appels de détresse de citoyens, relatifs aux différentes activités d'interventions des unités de la protection civile, à savoir l'évacuation sanitaire, l'extinction des incendies, ainsi que

les couvertures effectuées par les services de sécurité de différents incidents. Dans un communiqué rendu public, le Direction générale de la Protection civile a indiqué que les mêmes unités ont effectué 13 871 opérations d'évacuation sanitaire, dont 13 535 blessés et malades ont été évacués vers les hôpitaux par les agents de la Protection civile. Quant aux accidents de la circulation, le bilan a fait état de 59 morts et 1 898 blessés dans différentes wilayas du pays, durant la même période, d'où le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Illizi avec 9 personnes décédées et 8

autres blessées, suite à 4 accidents de la route, précise la même source. Les unités de la Protection civile ont également effectué 3 647 interventions qui ont permis d'éteindre 2 508 incendies, à savoir des incendies industriels et domestiques et divers incendies dont les plus importants ont fait des morts dans chacune des wilayas d'El Tarf, Souk Ahras et Sétif. De plus, au cours de la même période, les unités de la DGPC ont effectué 5 837 interventions pour couvrir 5 047 opérations de sauvetage de 458 personnes en danger.

R.N.

JOSEP BORRELL AU SUJET DE LA QUESTION SAHARAOUIE :

Que le peuple sahraoui puisse décider de son propre sort !

Ce n'est pas la première fois que le diplomate européen désavoue la politique expansionniste du Maroc et la thèse du « Sahara marocain ».

Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell vient de formuler une réponse claire en ce qui concerne la question sahraouie. «La position constante de l'Union sur la question du Sahara occidental est de chercher à reprendre les négociations afin que le peuple sahraoui puisse décider de son propre sort », a, en effet, déclaré le diplomate européen lors d'une interview accordée hier à la télévision espagnole TVE. Cela permet d'affirmer que c'est toujours la réponse la mieux appropriée. Cette réponse peut être qualifiée comme une réprimande cinglante au gouvernement marocain. Le roi du Maroc Mohamed VI, dans son discours du 20 août dernier, reprochait aux « partenaires de son pays » une « position peu claire » de ce qu'il considère « l'unité territoriale » du royaume. Ce n'est pas la première fois que le diplomate européen désavoue la politique expansionniste du Maroc et la thèse du « Sahara marocain ». Dans sa réponse, au nom de la Commission européenne sur la question sahraouie le 07 août dernier, Borrell avait tenu à rappeler que «la position de l'UE sur le Sahara occidental est de soutenir

pleinement les efforts menés par l'Organisation des Nations unies en faveur d'un processus politique en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU». «L'UE considère que toutes les questions concernant le Sahara occidental et son statut doivent être traitées, conformément au droit international, dans le cadre des négociations en cours sous la direction de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, Staffan de Mistura», avait-il souligné, notant que « le processus dirigé par l'ONU est ouvert et que son résultat final devrait être décidé par les parties selon les paramètres des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU». Quelques mois auparavant, en mai dernier, dans une réponse à la lettre que lui ont adressée, le 23 mars 2022, 19 eurodéputés concernant la question du Sahara occidental, M. Borrell, a tenu à réaffirmer que «l'Union européenne continue de soutenir pleinement les efforts déployés par les Nations unies pour trouver un règlement pacifique à ce conflit, selon les paramètres les plus récemment expri-



més au Conseil de sécurité des Nations unies, notamment la résolution 2602 (2021)». A cet effet, il a rappelé «avoir publiquement et à plusieurs reprises encouragé la reprise de discussions (entre le Front Polisario et le Maroc) sous la direction de l'Envoyé personnel

du secrétaire général de l'ONU, Staffan De Mistura, qui bénéficie du plein soutien de l'Union européenne dans la recherche d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable».

Y.B.

INTRODUCTION DE L'ANGLAIS AU PRIMAIRE

Abdelhakim Belabed se dit confiant



Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé hier que tous les moyens matériels, humains et organisationnels « étaient réunis pour une introduction réussie de l'anglais au primaire », dès la prochaine rentrée sco-

laire. S'exprimant à l'ouverture d'une rencontre nationale de trois jours consacrée à la préparation de la formation qualifiante des enseignants d'anglais de la 3e année primaire, tenue au lycée Hassiba-Ben Bouali (Alger), le ministre a indiqué que le département de l'Éducation veillera, pour assurer une introduction réussie de l'anglais au primaire dès l'année scolaire 2022-2023, à «réunir tous les moyens matériels, humains et organisationnels, avant de passer à d'autres niveaux dans les prochaines années. Pour le ministre, il « s'agit là d'un acquis important pour l'école et pour tout patriote ». Abdelhakim Belabed, s'est dit dans ce sens, « persuadé » que cette matière allait trouver une place de choix dans le système éducatif algérien, et que ce projet ren-

contrera un succès certain, notamment au vu de la ferme volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et la conviction quant à «son efficacité et son importance stratégique» au sein de la société. Concernant la rencontre, le ministre a expliqué qu'il s'agit d'un «premier noyau devant être généralisé aux niveaux locaux puis régionaux afin de permettre aux concernés de bénéficier d'une formation sérieuse et suffisante». Après avoir rappelé que le recrutement des enseignants de cette matière se fait, pour cette année, par voie de contractualisation, le ministre a affirmé que les enseignants concernés seront formés pendant 15 jours, même en ayant un niveau académique (licence en anglais où un diplôme en traduction de et vers l'anglais). Cette matière est

obligatoire à l'instar des autres matières et sera dispensée avec un volume horaire de 90 minutes, a expliqué M. Belabed, faisant état de «l'élaboration d'un manuel scolaire» qui sera distribué aux élèves dans les délais fixés. Il a précisé que cette rencontre permettra de concevoir les modules et les axes de la formation et de préparer la composition de noyaux régionaux pour 3 jours, lesquels noyaux formeront, à leur tour, les enseignants d'anglais dans toutes les régions du pays. La formation, selon le ministre, comprend des modules en «didactique de la langue anglaise, la psychologie de l'enfant, la législation scolaire, la gestion des valeurs et les pratiques pédagogiques». Par ailleurs, le M. Belabed a indiqué que «toutes les dates ont été bien étudiées afin de permettre à toutes les catégories d'encadrer les élèves et aux membres de la famille éducative de rejoindre leurs postes pour une rentrée sereine», ajoutant que «les dates de la rentrée scolaire pour les élèves seront prochainement annoncées».

R.N.

SON PRÉSIDENT L'AFFIRME :

Le Conseil supérieur de la jeunesse veut s'ériger en véritable institution moderne

Le Conseil supérieur de la jeunesse a tenu, lundi dernier à Alger, sa première assemblée générale extraordinaire (AGEx), consacrée au débat et à l'adoption du projet de règlement intérieur. L'ouverture des travaux de cette AGEx s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) «Abdelatif Rahal» en présence de membres du Gouvernement et des représentants d'instances et d'organisations de la société civile. S'exprimant à cette occasion, le président du CSJ, Mustapha Hidaoui a indiqué que «l'adoption du projet de règlement intérieur et l'examen des mécanismes devant per-

mettre au Conseil d'exercer ses missions conformément aux dispositions décret présidentiel y afférent, se veulent la clé de voute pour le début effectif des actions du Conseil qui a l'ambition de s'ériger en une institution moderne et solide contribuant à la construction et l'élaboration de la réalité de la jeunesse». «Le message adressé aux jeunes par le président de la République lors de l'installation officielle du Conseil était fort et clair soutenant que l'Etat mise aujourd'hui sur sa jeunesse qui doit s'acquitter de ses responsabilités historiques pour participer activement au renforcement

de la cohésion nationale et à la consolidation du front interne en vue de l'édification d'une Algérie nouvelle où règnent transparence et intégrité, et qui ouvre la voie à une démocratie participative à travers une intégration honnête et sincère à la nouvelle dynamique que connaît le pays», a-t-il ajouté. Après avoir appelé les jeunes à «s'armer de conscience face aux différents complots ourdis contre le pays», Hidaoui a souligné que «cela ne passe qu'à travers la lutte contre les mentalités rétrogrades, l'éradication de la bureaucratie et l'investissement dans les capacités de la jeunesse dans différents domaines». Le président du Conseil Mustapha Hidaoui a indiqué à la même occasion, que «plusieurs textes et projets ont été initiés après l'inauguration du Conseil de la jeunesse et de règlement intérieur qui nous a permis de mettre en place les mécanismes qui vont nous permettre

d'atteindre nos objectifs, le premier brouillon a été préparé les cinq derniers jours», «les membres du Conseil ont débattus aujourd'hui avec toute objectivité et responsabilité pour construire les premières fondations du Conseil qui œuvre à façonner et à construire la réalité de notre jeunesse et de notre pays», a-t-il ajouté. Il a rappelé, en outre, la politique de l'Etat envers les jeunes qui s'est illustrée à travers «plusieurs projets et politiques, à l'instar de la facilitation de la participation des jeunes dans la vie politique et la motivation des jeunes talents dans les différents domaines, en sus des réformes innombrables effectuées sur les mécanismes de création de petites et moyennes entreprises (PME)». Pour rappel, la première AGEx du CSJ a connu la participation de 348 membres qui devront deux jours durant, débattre des articles du règlement intérieur puis l'adopter.

R.N.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Vers la réalisation de l'objectif des 7 milliards de dollars

Le volume des exportations hors hydrocarbures dans le port d'Oran a augmenté de 163% au premier semestre de l'année en cours par rapport à la même période de l'année 2021. Selon l'entreprise portuaire, les exportations étaient de l'ordre de 1.545.912 tonnes de clinker, 261.641 tonnes de divers types de fer et 181.745 tonnes de ciment, en plus de l'exportation de 2.500 tonnes d'huiles usagées.

La quantité de clinker exportée a augmenté de plus de 192%, suivie du ciment avec une augmentation de plus de 129% par rapport aux six premiers mois de 2021, a-t-on indiqué. Le port d'Oran a traité 5.591.103 tonnes de diverses marchandises durant les six premiers mois, contre 5.630.800 tonnes durant la même période en 2021, ce qui représente une "légère" baisse de près de 1%. Le mouvement des marchandises durant les six premiers mois, contre 5.630.800 tonnes durant la même période en 2021, ce qui représente une "légère" baisse de près de 1%. Le mouvement des marchandises durant les six premiers mois, contre 5.630.800 tonnes durant la même période en 2021, ce qui représente une "légère" baisse de près de 1%. Le mouvement des marchandises durant les six premiers mois, contre 5.630.800 tonnes durant la même période en 2021, ce qui représente une "légère" baisse de près de 1%.

une augmentation de 10,52%, comprenant des huiles végétales, des huiles usagées et autres. Les activités du port d'Oran illustrent parfaitement la dynamique enregistrée par le secteur des exportations hors hydrocarbures dans notre pays. L'Algérie, faut-il le rappeler, s'est fixé comme objectif d'exporter pour 7 milliards de dollars en hors-hydrocarbures en 2022, contre 5 milliards de dollars réalisés en 2021. L'expert en commerce extérieur, Ali Bey Nasri a estimé que l'Algérie est sur la bonne voie et s'approche de 95% de l'objectif fixé. « En termes d'exportation hors hydrocarbures, nous sommes sur une bonne trajectoire », a-t-il dit sur les ondes de la radio chaîne 3, en précisant que « l'Algérie s'approche de 95% de l'objectif fixé en début de l'année 2022, qui est de 7 milliards de dollars. » Selon Ali Bey Nasri, « vers la fin de 2022, nous atteindrons les 6 milliards 700 millions de dollars d'exportation hors hydrocarbures », en prévoyant que « la balance commerciale enregistrera un excédant important par rapport à l'année dernière, si l'on ajoute les 50 milliards de dollars d'ex-

portation pétrolière. » Il a expliqué que, pour consolider le potentiel de l'Algérie en matière d'exportation, « il est urgent de travailler sur la logistique, à savoir la dimension exportatrice des ports. » Selon lui, il faut également « engager des réformes réglementaires ». Illustrant ses propos, Ali Bey Nasri donne l'exemple du ciment. « Nous exportons actuellement un demi produit, qui est le clinker. Si le règlement permettait aux cimentiers d'installer des broyeurs à l'extérieur, nous aurions 25% de valeur ajoutée », a-t-il expliqué, en affirmant que cette mesure peut aussi préserver les réserves de change.

40 % de l'objectif en 4 mois

Malgré la note du ministère du Commerce interdisant l'exportation d'une dizaine de produits, « l'Algérie a réalisé, en quatre mois, 40% de son objectif d'exportation en produits hors hydrocarbure pour l'année 2022 », avait déclaré le mois de juin dernier le sous-directeur du suivi et de l'appui aux exportations au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, Abdellatif El Houari sur les ondes de la radio nationale Chaîne 1. Pour lui, les exportations algériennes en « produits hors hydrocarbure ont atteint les 2,2 milliards USD. Un chiffre en augmentation de 82% par rapport la même période de l'année 2021 ». Il a fait remarquer que ce chiffre est réalisé au moment où plusieurs produits ont été interdits à l'exportation », sur instruction du président de la République. Pour rappel, une liste de plus de



10 produits de large consommation, dont le sucre, l'huile et certains dérivés de blé, ont été interdits à l'exportation, le 13 mars dernier, à l'issue d'un conseil des ministres présidé par Abdelmadjid Tebboune. Le 30 mars, une autre liste de 6 produits interdits à l'exportation a été annoncée par les services du ministère du Commerce et qui comprend, notamment, les œufs frais, les pommes de terre (semences, cuites ou non cuites), l'ail, les légumes secs (haricots, lentilles, pois chiches), semoule de froment (blé) et d'orge, farine de froment (blé), double et triple concentré de tomates. En 2021, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, avait déclaré que

l'Algérie a exporté pour une valeur de 5,03 milliards US en produits hors hydrocarbure. Il est à noter qu'aucun bilan détaillé, des produits exportés, n'est publié par les services du ministère du Commerce, alors que l'ONS (Office national des statistiques) a publié récemment certains indices, sans préciser les volumes et valeurs des produits exportés. Le responsable du ministère du Commerce a souligné l'importance du marché africain, en raison des courtes distances, notant qu'au cours des six mois de 2021, 300 millions de dollars de produits algériens ont été exportés, dont 150 millions de dollars destinés aux pays d'Afrique de l'Ouest.

Badreddine K.

CRISE ALGÉRIE - ESPAGNE

Nouvelle tentative d'apaisement de Madrid

Depuis le dérapage du premier ministre espagnol sur la question du Sahara Occidental, les relations entre Alger et Madrid sont entrées en phase de tensions diplomatiques qui ne semblent toujours pas prêtes à s'apaiser. Face à la crise énergétique en Europe et la persistance des tensions entre Alger et Madrid; l'Espagne enchaîne les tentatives d'apaisement envers l'Algérie. Pas plus tard qu'hier, Madrid a de nouveau fait les yeux doux à Alger. Lors d'une visite de travail à Albacete, la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles, s'est exprimée sur la situation des relations entre l'Algérie et l'Espagne. Selon la ministre espagnole, les relations entre Alger et Rabat seront toujours « magnifiques » dans « le respect d'un contexte de paix et de coexistence ». « Nous aurons toujours de magnifiques relations avec l'Algérie ainsi qu'avec le Maroc. L'engagement de l'Espagne est d'être un pays leader, capable de défendre la coexistence et la tolérance », a-t-elle précisé.



VERS UNE MÉDIATION FRANÇAISE ENTRE ALGER ET MADRID ?

Ces derniers jours, plusieurs médias espagnols ont évoqué une médiation française en vue du rétablissement des relations entre Alger et Rabat. Selon les

mêmes sources, l'Espagne compte beaucoup sur la visite du président français, Emmanuel Macron, pour apaiser les relations entre Madrid et Alger, mais surtout pour relancer le partenariat énergétique. **R.E**

RELANCE DU MONTAGE DE VÉHICULES

LA NOUVELLE STRATÉGIE FIN PRÊTE

Selon les sources du site Algérie Eco, le gouvernement d'Aïmen Benabderrahmane se dirige vers la relance de l'activité des usines de montage automobile en Algérie, mais sur une nouvelle base réglementaire. Le Conseil des participations de l'État (CPE) va désigner de nouveaux administrateurs pour les usines d'assemblage dont les propriétaires sont poursuivis en justice et les dirigeants ont été démis de leurs fonctions. Les instances chargées du dossier travaillent en outre à fusionner les usines d'assemblage réparties sur le territoire national en un seul complexe. Ce dernier englobera plusieurs succursales ; chacune d'entre elles se spécialisera dans la construction d'un type particulier de véhicules : voitures touristiques, véhicules utilitaires, camions, etc. Cette étape permettrait, selon la même source, d'entamer la première phase du montage automobile. Dans un temps initial, il s'agira de lancer l'importation des châssis et des différentes

pièces nécessaires à l'assemblage de véhicules. L'État compte également récupérer les infrastructures et les chaînes de montage des anciennes usines aujourd'hui à l'arrêt. Parmi elles, on trouve notamment l'usine Kia Motors de Batna, l'usine Hyundai de Tiaret, l'usine Sovac, représentant de Volkswagen, de Relizane et l'usine IVAL de Bouira. Par ailleurs, il convient de souligner que le cahier des charges relatif à l'assemblage de véhicules utilitaires est prêt depuis le 20 juillet. Sa publication dans le Journal officiel devrait se faire « dans les prochains jours ». En revanche, le cahier des charges du montage des voitures touristiques n'est toujours pas au point. À noter que le gouvernement a fixé le 31 octobre 2022 comme date limite pour achever tous les aspects réglementaires et organisationnels liés au nouveau complexe d'assemblage automobile. Viendra ensuite la phase du lancement effectif.

R.E

Nécessité d'achever et de livrer les projets de dédoublement des routes dans un "délai raisonnable"

Le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, a appelé, depuis El-Bayadh, au nécessaire achèvement et livraison dans un "délai raisonnable" des projets de dédoublement des routes afin de dynamiser et revitaliser de vastes régions du pays, notamment celles traversant les zones des Hauts Plateaux et du Sud.



Lors sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné la nécessité de réduire les délais de réception du dédoublement de la RN-6, en cours de réalisation sur une distance de 48 km, tout en assurant un suivi strict et l'adoption des normes techniques pour garantir la qualité requise et assurer la pérennité de son exploitation. Le projet de dédoublement de la RN-6 fait l'objet d'une "attention particulière, à l'instar des autres grands axes figurant parmi les priorités du plan de travail du secteur", a indiqué M. Nasri, précisant que ces projets revêtent une importance en matière d'élimination des points noirs, de réduction des accidents de la circulation, de facilitation de la circulation des personnes,

ainsi que sur le plan économique. Le ministre a également souligné que les efforts se poursuivaient pour mobiliser progressivement toutes les capacités financières afin d'achever les étapes restantes du dédoublement de cet axe principal qui traverse la wilaya et de lancer les travaux des projets de dédoublement d'autres routes nationales et mettre fin ainsi aux points noirs. Par ailleurs, M. Nasri a inspecté les travaux d'une partie de la double route nationale N 6 reliant la wilaya d'El-Bayadh et Saïda, qui s'étend sur une distance de 24 Km. Les travaux de revêtement, de bardage et d'asphaltage de cette partie seront terminés et réceptionnés d'ici à la fin du mois de novembre prochain, a-t-on indiqué. Selon les

explications fournies à la délégation ministérielle, ce tronçon s'étend de la wilaya de Saïda vers la commune d'El-Kheiter, dans la wilaya d'El-Bayadh. Le projet comprend également la construction d'un ouvrage d'art et d'un carrefour. Une enveloppe financière globale de 1 milliard 900 millions de DA a été dégagée à cet effet. Au cours de la première journée de sa visite, le ministre s'est enquis d'un projet de renforcement de la RN 47 entre les communes d'El-Bayadh et d'Aïn Laarak. Un exposé lui a été présenté sur l'état de cet axe qui connaît la réhabilitation d'un tronçon de 40 km de la route endommagée par le ruissellement des oueds et

l'accumulation de sable, avec la suppression des points noirs. Dans ce contexte, le ministre a souligné la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation et de doubler les capacités de l'entreprise et des équipes de travail pour réduire les délais. D'autre part, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux de protection des talus contre le glissement de terrain à l'entrée de la ville d'El-Bayadh. Sur place, il a instruit les responsables concernés à accélérer le rythme des travaux pour apporter des solutions techniques, régler définitivement le problème de glissement de terrain, garantir la sécurité des usagers de la route et fluidifier davantage la circulation sur ce tronçon. Le ministre poursuivra sa visite dans la wilaya d'El-Bayadh, mardi, en inspectant plusieurs projets appartenant à son secteur, tels que l'entretien de la RN 99 dans la commune de Regassa et l'inspection de l'état de la RN 107 dans la commune de Brizina, ainsi que le tronçon de voie reliant la commune de Boualem (El Bayadh) et Aflou (Laghouat). **APS**

ROUTE NATIONALE N°3 À BISKRA LE WALI SOUHAITE RÉCEPTIONNER LE 2^E TRONÇON EN 2023

A l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de l'indépendance et la commémoration de la Journée nationale du moudjahid coïncidant avec le double anniversaire des offensives du Nord Constantinois, le 20 août 1955, et la Congrès de la Soummam le 20 août 1956, le wali de Biskra, Abdellah Abi Nouar, a procédé à l'inauguration de la double voie de la Route nationale 3 dans son premier tronçon de 20 km reliant la wilaya de Biskra à celle d'El-M'gha. Un projet vital, précise la cellule de communication, qui a été réalisé dans des délais très courts et avant les échéances contractuelles. «A cette occasion, le wali a accordé un certificat d'appréciation et de gratitude à toutes les personnes impliquées dans la réalisation de ce projet pour les efforts consentis pour la concrétisation du projet et mettre ainsi fin aux souffrances automobilistes et aux camionneurs qui empruntent cette route», explique la même source. Et d'ajouter : «Le projet a aussi été très bien accueilli par les habitants, notamment les agriculteurs ; cette route a également été dotée d'un éclairage public à l'énergie solaire au niveau des axes de rotation et devant les stations-service.» Le wali de Biskra a souligné que «les travaux ont débuté le 22 juillet 2021 avec un délai contractuel de 18 mois», se félicitant de la «livraison du projet après seulement 13 mois du délai imparti». Il a exprimé son souhait que «le deuxième tronçon soit livré en 2023 afin que la wilaya de Biskra soit ouverte tout au long de la route nationale jusqu'à la sortie de la double voie de la RN3». **RR**

JIJEL

PRÈS DE UN MILLION DE VISITEURS AUX GROTTES MERVEILLEUSES DEPUIS JUIN

Plusieurs caravanes de solidarité transportant des aides humanitaires se sont dirigées dimanche à partir de Constantine à destination des wilayas d'El-Tarf et de Souk Ahras touchées par les incendies de forêt, à l'initiative du mouvement associatif local, a appris l'APS des organisateurs. Il s'agit de plusieurs caravanes chargées de produits pharmaceutiques, des produits alimentaires de large consommation, des couvertures et des effets vestimentaires, entre autres, organisées par plusieurs associations locales et des citoyens, dans l'objectif de venir en aide aux populations des zones sinistrées par les feux de forêts dans ces deux wilayas, explique-t-on de même source. «Nous sommes depuis les premières heures du déclenchement des incendies de forêts au côté des habitants des régions sinistrées, dans un élan de solidarité, dont l'ampleur se multiplie et la cadence s'intensifie à chaque circonstance difficile que traverse le pays», a affirmé Mohamed Lakehal, président de la commission sociale de l'association El-Islah oua El-Irchad, initiatrice de cette action de solidarité. Le même responsable a indiqué qu'une opération similaire avait été organisée vendredi dernier par les membres de la même association dans le but de couvrir les besoins notamment des structures de santé en matière de médicaments. Une caravane similaire a pris la route vers la

wilaya d'El-Tarf à partir de la commune d'Aïn Smara (Sud-Ouest de Constantine), à l'initiative de l'association locale "Daouï El-Khir", a révélé son président Lokman Azzizi. Chargée principalement de différents produits pharmaceutiques et équipements médicaux, d'eau minérale, matelas, couvertures, effets vestimentaires, la caravane est destinée aux zones d'ombre et montagneuses touchées par les incendies de forêts, a-t-il poursuivi, ajoutant que des actions de collecte d'aides humanitaires ont été entamées pour une seconde opération au profit des sinistrés de la wilaya de Souk Ahras. En outre, des efforts se poursuivent dans la même wilaya à l'initiative des associations à caractère humanitaires et social à l'instar des associations "Kafil El-Yatim" et "El-Ihsane" pour renforcer les caravanes de solidarité en aides humanitaires au profit des populations des zones sinistrées. D'autre part, de nombreux citoyens bénévoles des cités Boudraâ Salah et des frères Abbas de la ville de Constantine se sont mobilisés dimanche pour contribuer au soutien des familles victimes des feux de forêts déclenchés à El-Kala (El-Tarf) et Souk Ahras. Six (6) autres fourgons transportant des aides humanitaires notamment des médicaments anti brûlures sont partis à destination des wilayas d'El-Tarf et de Souk Aras, a indiqué un membre de ce groupe de volontaires. **R.R.**

DES SPÉCIALISTES LE RÉVÈLENT

Plus de 45 000 enfants autistes en Algérie

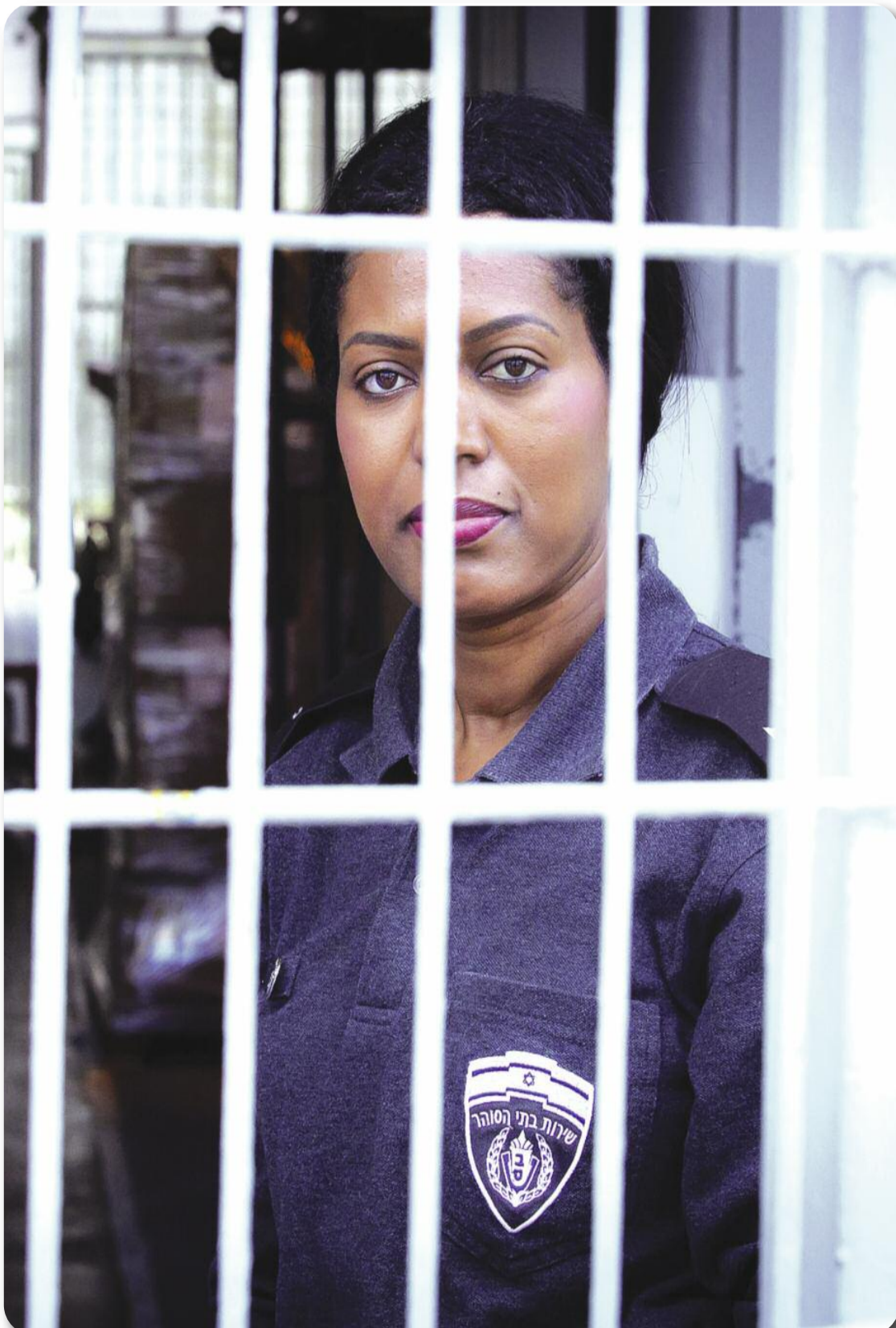
La wilaya de Boumerdès a abrité le premier forum national de la prise en charge et d'accompagnement de l'enfant autiste, organisé sous l'égide du wali. La rencontre, précise la cellule de communication de la wilaya, a débuté, avec l'intervention du directeur de la solidarité et de l'action sociale sur la prise en charge de ces enfants au niveau des centres pédagogiques et psychologiques de la région, ainsi que du président de l'Organisation algérienne pour l'enfance et la famille sur l'importance du forum. Les interventions des professeurs et médecins ayant une expérience dans le domaine étaient axées sur la manière de fournir les capacités et le soutien nécessaires avec des spécialistes et des experts dans le domaine de l'autisme, afin d'étudier et d'analyser tous les aspects des troubles, en commençant par le diagnostic jusqu'à l'élaboration de programmes de traitement, avec des équipes à même de prendre en charge les personnes autistes, avec la

nécessité d'impliquer la famille dans la mise en œuvre du programme de traitement à domicile. Selon les organisateurs du forum, l'objectif est de prêter attention à un groupe important de la société, à savoir les enfants autistes, surtout que le phénomène s'est exacerbé en Algérie, selon les dernières statistiques, qui font état de plus de 45 000 enfants, après qu'il était inconnu de la majorité des parents. Dans ce contexte, le wali a confirmé que «ce premier forum du genre à Boumerdès est destiné à prendre en charge les enfants autistes, un segment qui était inconnu de la plupart des membres de la société, qui est désormais pris en charge non seulement par les parents, mais par les autorités nationales et locales, qui songent désormais à fournir des moyens pour les intégrer comme les autres enfants». Il a ajouté qu'il existe des initiatives pour créer des sections au profit des enfants autistes au niveau des écoles et des centres pour les intégrer scolairement. «C'est la mission dans laquelle nous voudrions aider les parents et les associations de la société civile à accomplir, à réduire la souffrance des familles de ces malades et à atteindre le plus haut niveau de prise de conscience individuelle et collective», a conclu le wali. **Y.B.**

Bienvenue à la plus g

Gidéon Lévy
Journaliste, critique de la politique et des médias israéliens

Dans la bande de Gaza, deux millions de Palestiniens mènent une vie de misère, enfermés sur un territoire plus petit que la ville de Québec. Tout est rare. L'eau, l'électricité, la nourriture. Sans compter que les affrontements périodiques avec l'État d'Israël n'améliorent pas les choses. Portrait de la plus grande prison à ciel ouvert du monde.



Si l'enfer voulait se réinventer, il pourrait s'inspirer de la bande de Gaza. Parlez-en à Najwa Lubbad, de la East Gaza Society for Development, une organisation humanitaire. Mme Lubbad n'oubliera pas de sitôt les derniers bombardements de l'aviation israélienne sur l'enclave palestinienne. Onze jours d'horreur qui vont la hanter pour longtemps. Les «visages jaunes des enfants terrifiés». Les «nuits blanches de terreur», sans eau et sans électricité. Le bruit des explosions, qui semble toujours se rapprocher...

Depuis le 21 mai, un fragile cessez-le-feu est intervenu dans la bande de Gaza. Les Israéliens ont cessé les bombardements. Les Palestiniens ne lancent plus des roquettes sur Israël. La vie reprend son cours. On dénombre 254 morts. Au moins de hôpitaux ont été endommagés. «Dans les rues, tout est recouvert de poussière, écrit Najwa Lubbad. L'odeur des égouts éventrés lève le cœur. Les écoles sont pleines de gens dont l'appartement a été détruit. Il a fallu annuler les examens de fin d'année.» Mais qui s'en soucie?

En 2011, un rapport des Nations-Unies prédisait que la bande de Gaza serait devenue «invivable» en 2020.2 Aujourd'hui, c'est chose faite. Sur le territoire, le chômage dépasse 50%. Pas moins de 80% de la population a besoin de l'aide humanitaire pour survivre.

Avant même les derniers bombardements, les coupures d'électricité étaient si fréquentes qu'on pouvait difficilement conserver quoi que ce soit au frigo. Pour ceux qui disposaient de l'eau courante, le robinet fonctionnait quelques heures par jour. Souvent, il en sortait un liquide malodorant qu'il valait mieux faire bouillir.

On décrit souvent la bande de Gaza comme une prison. Ou une cage. Car l'Égypte et Israël la soumettent à un blocus implacable. L'an dernier, les points de passage ont été fermés durant 240 jours.6 En 2015, ils avaient même été fermés 333 jours! «Tu ne t'étonnes plus quand la frontière est fermée, disent les habitants. Tu t'étonnes lorsqu'elle est ouverte.»

Faut-il parler de surpopulation? Dans la ville de Gaza, la densité dépasse celle de Hong Kong.7 Et n'allez pas croire que les eaux turquoises de la Méditerranée constitue une consolation. Chaque jour, on y rejette des millions de litres d'eau usée. Les trois quarts des plages sont impropres à la baignade...

Pour survivre, les Gazaouis font preuve d'imagination. Jusque dans les détails. En 2009, les zèbres du zoo sont morts de faim. Pour éviter d'attrister les jeunes visiteurs, un gardien a eu une idée. Il a peint deux ânes avec des rayures de zèbres. La plupart des petits n'y voyaient que du feu...9

Jusqu'en 2005, la bande de Gaza était déchirée par la présence de milliers de colons israéliens. L'armée d'Israël les protégeait à grands frais. Par exemple, elle déployait de grands panneaux métalliques le long des routes pour empêcher que leurs voitures ne deviennent la cible de tireurs embusqués. À chaque carrefour d'importance, elle construisait des bunkers. Une chouette ambiance.

L'abandon des colonies israéliennes aurait pu inaugurer une nouvelle ère.10 Mais en 2006, la victoire électorale des islamistes du Hamas provoque une nouvelle crise. L'aide internationale se raréfie. Plusieurs pays refusent de financer un gouvernement qui endosse le terrorisme. Israël déclare la bande de Gaza «territoire hostile».11 En 2007, Catherine Pappas travaillait dans un centre de femmes financé par l'ONG Alternatives. Elle a vu l'économie s'effondrer. «Au début, notre organisme fournissait des services à des gens très pauvres [...], explique-t-elle. Puis, on a eu affaire à des gens des classes moyennes, qui n'avaient plus rien.12 Tout manquait. Nous voulions fabriquer des chandelles, à cause des pannes d'électricité. Mais on ne trouvait plus de cire!»

À Washington ou à Londres, on espère que la

population appauvrie par le Hamas. Le contraire est vrai. Les gens ne comprennent pas pourquoi pour l'élection du Hamas. Même ceux qui ne comprennent pas pourquoi le Hamas comme ce.

Entre 2007 et 2018, les sanctions sur le commerce ont tué que le blocus des milliards\$ à l'économie mortel. À la blague, le paraître étrange que cès à la mer — ait Mais pas tant que ça, encore un ministère

LE POULET PFK

À cause du blocus, les tunent parfois le seuil rieur. Ils servent à la aussi au commerce d'absence, de vaches et zoo. Vers 2013, on de nels qui passaient so On estime qu'ils rap taxes au gouverneme À partir de 2013, l'ar du général Abdel Fat nouvel homme fort d un danger mortel. Il Les Égyptiens inond l'eau de mer ou le con gent même des fils à nels inondés pour éle Aujourd'hui, les tunn pas complètement di plus rien à voir avec cours de laquelle un sait la livraison de Po depuis l'Égypte. À l' tard, la nourriture é été multiplié par deu food donnait l'impres au monde. Pour une Aucun portrait de la complet sans une a diques avec Israël. De tion. Les affronteme duré 50 jours, en 20 73 israéliens. Dans la matériels auraient at

À CHAQUE AFFR CHACUN DÉSIG

Les uns accusent le H ter avec l'État d'Israë qui méprise les dro oublier l'Iran, qui s conflit. À Gaza, Téhé formations sur la roquettes!18 Reste que depuis 20 du Qatar sauve la bar le. Chaque mois, selo 30 millions \$ d'argen roport de Tel-Aviv, frontière égyptienne services secrets d'Isr geraient ensuite de le Israël s'accomode f Certes, l'argent profit Mais il évite l'explos le gouvernement de 000 fonctionnaires. 000 «nécessiteux».20 Bref, on donne au ma survivre. Pas plus.

UN RÉSERVOIR

LA BANDE DE GAZA

La grande prison du monde

se soulèvera contre le... se produit. «La plupart des... pas qu'on les punisse... Hamas, poursuit Catherine... qui n'aimaient pas le Hamas... Le blocus a solidifié l'ima... un mouvement de résistan-

la Conférence des Nations... ce et le développement éva... frontières a coûté 16,7 mil... du territoire.13 Un coup... Gazaouis disent qu'il peut... la Suisse — qui n'a pas d'ac... un ministère de la Marine... après tout, puisque Gaza a... des Finances...

À LA RESCOUSSE

s tunnels clandestins consti... lien avec le monde exté... contrebande d'armes, mais... e farine, de cigarettes, d'est... même d'animaux pour le... énombrerait plus de 200 tun... la frontière avec l'Égypte... portaient 200 millions\$ de... ent du Hamas.14

arrivée au pouvoir en Égypte... tch al-Sissi change tout. Le... considère le Hamas comme... mène la guerre aux tunnels... ent les ouvrages avec de... tenu des égouts. Ils immer... haute tension dans les tun... electrocuter les passeurs!

els sous les frontières n'ont... disparu. Mais la situation n'a... «l'âge d'or», la période au... e entreprise de Gaza propo... ulet frit à la Kentucky (PFK)... arrivée, quatre heures plus... tait refroidie. Le prix avait... x. Mais il semble que le fast-... sion rassurante d'être relié... fois.16

la bande de Gaza ne serait... llusion aux guerres pério... e quoi compléter la dévasta... nts les plus meurtriers ont... 4. 2251 morts palestiniens... a bande de Gaza, les dégâts... teint cinq milliards \$.17

FRONTIÈRE, LE SON COUPABLE.

amas, qui refuse de cohabi... l. Les autres pointent Israël... oits des Palestiniens. Sans... soufflé sur les braises du... ran dispenserait même des... fabrication de lance-

19, seul l'argent de l'émirat... de Gaza de la ruine tota... on l'hebdomadaire le Point... t liquide arriveraient à l'aé... pour être transportés à la... e, sous la surveillance des... raël. Les Égyptiens se char... e délivrer au Hamas.19

ort bien de ce petit manège... te aux islamistes du Hamas... ion sociale. Grâce au Qatar... la bande Gaza paye ses 20... il vient aussi en aide à 100...)

lade juste ce qu'il faut pour

DE COLÈRE

Aujourd'hui, la moitié de la population de la bande de Gaza est âgée de moins de 20 ans. Ceux-là n'ont pas le souvenir des dernières élections en Palestine, en 2006. Ils forment une génération qui a grandi derrière les barbelés. Leur monde, c'est celui des cessez-le-feu toujours temporaires.21 Un monde de désespoir, d'humiliation et de colère. Pas étonnant qu'un tiers rêvent d'émigrer...22

Rien à faire. En général, le monde préfère regarder ailleurs. Comme s'il était à court de solutions. En mars 2019, c'est à peine si on remarquait les Gazaouis qui manifestaient contre le Hamas sous le slogan «Nous voulons vivre!»23 Un millier d'entre eux avaient été arrêtés.24 Une vidéo très partagée critiquait «les fils des dirigeants du Hamas qui ont des maisons, des jeeps et des voitures». En ajoutant que les autres n'ont rien, «pas même une tranche de pain».

Ces jours-ci, le secrétaire d'État américain Antony Blinken annonce le versement de 38 millions \$.25 Une fois de plus, il est question de reconstruction. Le chef du Hamas, Yahya Sinouar, envisage même une trêve de longue durée avec Israël, à condition que le blocus du territoire soit levé.26 Qui sait, la suite des choses fera peut-être mentir le désespoir d'un protagoniste du récent documentaire Gaza?

Quelle est la différence entre la bande de Gaza et une prison? demandait-il.

Réponse : En prison, il existe une mince possibilité d'être libéré

1948 Création de l'État d'Israël. Guerre entre le nouvel État et plusieurs pays arabes. L'armée égyptienne s'empare de Gaza, qu'elle va administrer durant 20 ans.

1967 Guerre des six jours entre Israël et plusieurs pays arabes. L'armée israélienne occupe la bande de Gaza.

1987-1988 Première Intifada (révolte) de la jeunesse palestinienne, qui affronte l'armée avec des pierres.

1993 Les accords d'Oslo prévoient la création d'une «Autorité palestinienne», qui doit administrer les territoires de Gaza et de la Cisjordanie.

2000-2001 Seconde Intifada. De nombreux attentats suicides contre Israël sont revendiqués par le Hamas et le Jihad islamique.

2005 Israël retire ses troupes et ses colonies dans la bande de Gaza.

2006 Élections surprise du mouvement Hamas aux élections palestiniennes dans la bande de Gaza. Le mouvement étend son contrôle sur le territoire. Une partie de la communauté internationale interrompt l'aide humanitaire. Israël entame un blocus des frontières.

2013 En Égypte, un coup d'État militaire renverse le gouvernement des Frères musulmans, plutôt sympathique au Hamas. L'armée égyptienne durcit le blocus du territoire.

2014 Pour la troisième fois en sept ans, Israël et la bande de Gaza s'affrontent. 2200 morts palestiniens. 73 morts israéliens.

2021 Nouveaux affrontements. Du côté palestinien, on dénombre 250 morts et 2000 blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées.

« QU'ILS SOIENT TOUS DAMNÉS POUR LEUR CRUAUTÉ ET LEUR SADISME ! »

Qu'ils aillent au diable. Maudit soit Rafael Gana, le directeur adjoint de l'administration pénitentiaire israélienne, qui a écrit au ministre de l'Intérieur : «Votre demande ne remplit pas les conditions préalables à sa prise en compte.» Au diable Katy Perry, la directrice de l'administration pénitentiaire israélienne, qui a approuvé la décision. Maudit soit le ministre de la sécurité publique Omer Bar Lev, le lâche sans cœur, qui n'a pas levé le petit doigt pour changer cette décision diabolique. Et par-dessus tout, que le Shin Bet soit maudit, car il est probablement

derrière cette décision, comme il l'est derrière bien plus que nous ne le savons.

Maudits soient tous ceux qui sont complices de cette décision sadique de ne pas libérer Khaldia Jarrar de prison pour qu'elle puisse assister aux funérailles de sa fille.

Maudit soit ce nouveau gouvernement, qui prétendait annoncer un changement, et dont aucun des ministres n'a agi pour s'opposer aux institutions maléfiques qui ont décidé de laisser Jarrar en prison. Pas même les ministres Merav Michaeli et Tamar Zandberg, qui ont vraisemblablement beaucoup plus en commun avec la féministe laïque combattante de la liberté Jarrar qu'avec leur collègue Ayelet Shaked.

Et maudits soient les médias israéliens, qui, à l'exception de ce journal, ne se sont pas intéressés à cette histoire, qui a été rapportée dans le monde entier mais pas en Israël.

Jarrar est une prisonnière politique. Après une série d'arrestations sans procès, elle a été condamnée à deux ans de prison pour «appartenance à une organisation illégale», dans un pays où il n'existe aucune organisation autorisée aux Palestiniens.

La libération de Jarrar est prévue pour le 25 septembre, soit dans deux mois environ. Tous les dangers existentiels qui guettent le pays à sa libération seront prêts à resurgir dans deux mois...

Dimanche, sa fille Suha a été retrouvée morte, apparemment d'un arrêt cardiaque. Le corps de Suha a été retrouvé environ cinq heures après sa mort, après que sa sœur au Canada n'ait pas réussi à la joindre par téléphone et ait demandé à des amis de forcer l'entrée de la maison. Ghassan, le père de Suha, se trouvait à Jénine à ce moment-là et s'est précipité chez elle.

Les Jarrar ont deux filles : Suha, qui a obtenu une maîtrise en changement climatique au Canada et travaillait pour le groupe de défense des droits de l'homme Al Haq à Ramallah, et Yafa, qui a obtenu un doctorat en droit au Canada et y réside.

Je n'oublierai jamais ce moment dans le tribunal militaire d'Ofer, à l'été 2015 : Yafa, Suha et

Ghassan dans le public, Khaldia sur le banc des accusés, et l'officier de l'administration pénitentiaire israélienne, Bassam Kashkush, qui a soudainement permis aux deux jeunes femmes de s'approcher de leur mère et de l'embrasser. Même le directeur de la prison a eu les larmes aux yeux. C'était interdit, contraire au règlement, mais ce que l'agent Kashkush a osé permettre, dans un rare moment d'humanité et de compassion, l'État d'Israël, le chef de l'administration pénitentiaire et le ministre de l'intérieur ne l'ont pas fait.

Tout ce qu'il fallait, c'était un minuscule degré d'humanité. Tout ce qui manquait, c'était une quantité minime d'humanité.

«Il avait une mère, après tout», a écrit le poète Nathan Alterman. Ils sont aussi des parents, après tout, Katy et Omer et les agents du Shin Bet. Sont-ils capables d'imaginer ce que cela signifie de perdre une fille encore jeune et de ne pas pouvoir aller à ses funérailles ? De ne pas être avec son père et sa sœur pendant leur tragédie ? De faire son deuil dans une cellule de la prison de Damon ? Entendre parler de la mort de leur fille sur Radio Palestine ?

Quoi d'autre ? Que dire d'autre sur l'insensibilité israélienne, si ce n'est une chose : Jarrar est un être humain, mais pour la plupart des Israéliens, elle ne l'est pas. Elle est une terroriste, bien qu'elle n'ait jamais été condamnée pour terrorisme, et elle est Palestinienne et fière de l'être, et c'est encore pire, apparemment.

Le lendemain de la mort de Suha, alors qu'il y avait encore un espoir que Jarrar soit libérée, la grande salle de réception du centre de Ramallah était remplie de monde. Toute la gauche laïque de la ville est venue se joindre à Ghassan, qui restait si seul dans son deuil. Il a pleuré et pleuré, et tout le monde a pleuré avec lui. Fadwa Barghouti, la femme de Marwan, qui était assise à côté de moi, a dit que leur fils Aarab rendait en ce moment visite à son père en prison pour la première fois depuis l'apparition du coronavirus. Il est le seul membre de la famille à être autorisé à rendre visite à Marwan. Fadwa n'est pas autorisée à rendre visite à son mari, et Khaldia n'est pas autorisée à assister aux funérailles de sa fille.

BÉNÉFICES COUPABLES

La cruauté israélienne, quelle horreur !

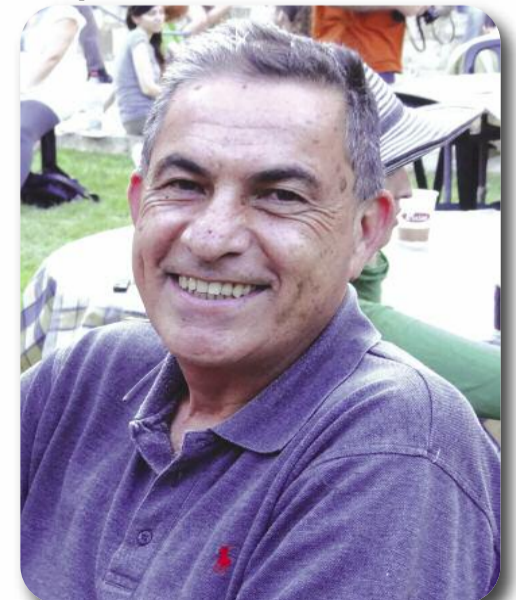
Bio-express

Gidéon Lévy, né en 1955, à Tel-Aviv, est journaliste israélien et membre de la direction du quotidien Ha'aretz. Il vit dans les territoires palestiniens sous occupation. Gideon Levy a obtenu le prix Euro-Med Journalist en 2008, le prix Leipzig Freedom en 2001, le prix Israeli Journalists' Union en 1997, et le prix de l'Association of Human Rights in Israel en 1996.

Gidéon Lévy est connu en grande partie pour s'être élevé dans des médias israéliens pour dénoncer la politique israélienne à propos de Gaza et de la Cisjordanie. Il critique aussi les médias et la société israélienne, selon lui insensibles au sort des habitants des Territoires occupés. Il tient dans Haaretz une chronique hebdomadaire sur des activités de l'armée israélienne sous le titre de « Twilight Zone » soit « zone grise ». Lévy se définit comme un patriote israélien.

En tant que journaliste, le quotidien Haaretz l'a envoyé en mission à Sarajevo pendant la guerre des Balkans.

En 2015, il reçoit le Prix Olof Palme avec le Palestinien Mitri Raheb.



MALI

Elie Tenenbaum, chercheur à l'IFRI, revient, dans un entretien au « Monde », sur le bilan de l'action de la France au Mali, qu'il juge « négatif ».

« “Barkhane” vient clore un cycle de trente années d'opérations extérieures de la France en Afrique »

L'opération antiterroriste « Barkhane » a achevé son retrait du Mali, le 15 août, mais « la France reste engagée au Sahel, dans le golfe de Guinée et la région du lac Tchad », a répété l'Élysée dans un communiqué publié le même jour. Pour Elie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI), cette transition doit être l'occasion, pour Paris, de changer de paradigme militaire en Afrique de l'Ouest.

Le spécialiste des questions défense, auteur d'un rapport intitulé « Après “Barkhane” : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest », publié en mai, revient pour Le Monde sur les leçons à tirer des neuf dernières années d'opérations au Mali et les voies à emprunter pour mieux répondre aux défis sécuritaires dans la région.

Quel bilan tirez-vous de l'action menée par « Barkhane » au Mali, entre 2014 et 2022 ?

Par-delà l'opération Barkhane, qui n'est qu'une opération militaire, il faut se pencher sur le bilan de l'action de la France au Mali, et il est évidemment négatif. Il s'agissait initialement d'endiguer la progression du djihadisme au Sahel et de développer un partenariat fort avec l'armée malienne pour la faire monter en puissance. Or, aujourd'hui, ce partenariat stratégique est réduit à



néant, Bamako a dénoncé tous les accords de défense signés avec Paris, « Barkhane » est parti et le djihadisme n'a cessé de s'étendre dans la région et de s'enraciner dans les sociétés. Le Burkina Faso continue à sombrer, avec une absence totale de contrôle étatique. La situation dans l'ouest du

Niger reste préoccupante. Le nord du Bénin est dans une phase de djihadisation avancée. Les points d'inquiétudes sont forts au Togo et en Côte d'Ivoire. Quant au Ghana, la situation est moins sereine que les autorités le prétendent. Certes, le contre-terrorisme a produit des résultats en neuf ans. Il y a eu une

véritable attrition dans les rangs des djihadistes et des chefs importants ont été éliminés. Mais nous savons très bien que cela ne suffit pas. Les leaders ont été remplacés, les groupes se sont adaptés aux modes d'action de « Barkhane » et ont continué à recruter.

In Le Monde

NIGER

LES INONDATIONS FONT 57 PERSONNES TUÉES À LA DATE DU 21 AOÛT (NOUVEAU BILAN)

Un nouveau bilan établi par la Direction générale de la protection civile (DGPC) fait état de 57 personnes tuées à la suite de noyade et d'effondrement de leurs habitations. Au Niger, ces inondations ont aussi fait 90.160 personnes sinistrées pour 10.552 ménages impactés sur toute l'étendue du territoire du Niger, selon la dernière situation publiée ce mardi 23 août par la DGPC qui précise, par

ailleurs, que ces intempéries ont également fait 64 personnes blessées et causé l'effondrement de 9.633 maisons. Le pays déplore également la perte de 144 greniers, ce qui remonte la destruction des vivres à 13,875 tonnes. Par ailleurs, la DGPC note que 24 salles de classe sont démolies par les inondations, 12 boutiques et 359 murs se sont écroulés. **I.M.**

TUNISIE :

CONFÉRENCE SUR L'INNOVATION ET LES GROUPES À BESOINS SPÉCIFIQUES EN MARGE DE LA TICAD 8

Le ministère tunisien des Affaires sociales organise, le 25 août, une conférence interactive sur l'innovation et les groupes à besoins spécifiques, au siège du Centre International d'Etudes, de Recherches et de Documentation sur le Handicap à Gammarth.

C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par le département des Affaires sociales et relayé par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP/officiel).

L'événement aura lieu, le 25 août, au siège du Centre International d'Etudes, de Recherches et de Documentation sur le Handicap à Gammarth

Cette rencontre qui se tient en partenariat avec le ministère de la Santé en marge de la huitième édition de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 8) prévue les 27 et 28 août en Tunisie, constitue une occasion pour dialoguer sur les technologies modernes, afin de venir en aide aux groupes vulnérables, ainsi que sur les sciences citoyennes au service des besoins de la société.

La conférence représente également l'occasion de faire connaître le potentiel humain et les moyens logistiques existants pour servir les personnes ayant des besoins particuliers, y compris la formation ciblée des intervenants de terrain parmi les cadres sociaux et médicaux outre l'utilisation de moyens modernes dans la prise en charge des personnes handicapées pour favoriser une intégration économique et sociale effective.

La rencontre a notamment pour objectif d'élaborer une vision commune entre un groupe d'experts issus de diverses structures internationales, nationales, académiques et de la société civile, selon la même source. **I.M.**

LE CCSMSR ÉVOQUE UN ACTE DE « PROVOCATION ».

DES AVIONS MILITAIRES FRANÇAIS AURAIENT SURVOLÉ LE NORD TCHADIEN

Le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), groupe politico-militaire tchadien non-signataire de l'accord de paix de Doha, a affirmé lundi dans un communiqué, que « dans la matinée de dimanche 21 août, un avion de reconnaissance appartenant à l'armée française a survolé le convoi avancé » de l'une de ses unités « lors d'une patrouille de routine profondément dans les terres tchadiennes à plusieurs reprises ».

D'après Ali Youssouf, secrétaire général de ce mouvement politico-militaire tchadien, « de source sécuritaire », ces avions de l'armée française, « se trouveraient depuis quelques jours près de Kouri-Bougoudi, dans le Tibesti », au nord du Tchad. Le CCMSR a estimé le survol du nord du Tchad par l'avion de l'armée française, est une « provocation » de la part des autorités françaises.

« Nous avertissons le gouvernement français de cesser de pratiquer de telles manœuvres », a averti le mouvement rebelle tchadien. Les autorités françaises et tchadiennes, liées par des accords de coopération sécuritaires, n'ont pas réagi à ces accusations et menaces du CCMSR.

Pour rappel, Paris avait affirmé à plusieurs reprises sa volonté de rester au Sahel pour « lutter contre le terrorisme ».

« Nous avons longuement évoqué le risque de déstabilisation que la situation au Sahel fait porter sur l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et j'ai réitéré au Président, la détermination de la France, d'abord à rester engagée au Sahel et dans toute la région, mais aussi à changer sa doctrine et les modalités », avait indiqué Emmanuel Macron en juillet dernier lors de sa visite Guinée Bissau.

Le CCMSR et le FACT (Front pour l'alternance et la concorde du Tchad), sont parmi les 18 groupes politico-militaires qui n'ont pas signé l'accord de paix de Doha le 8 août courant.

« Ces deux mouvements

rebelle possèdent une présence militaire menaçante sur le terrain », a estimé Ahmat Yacoub Dabio, président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme

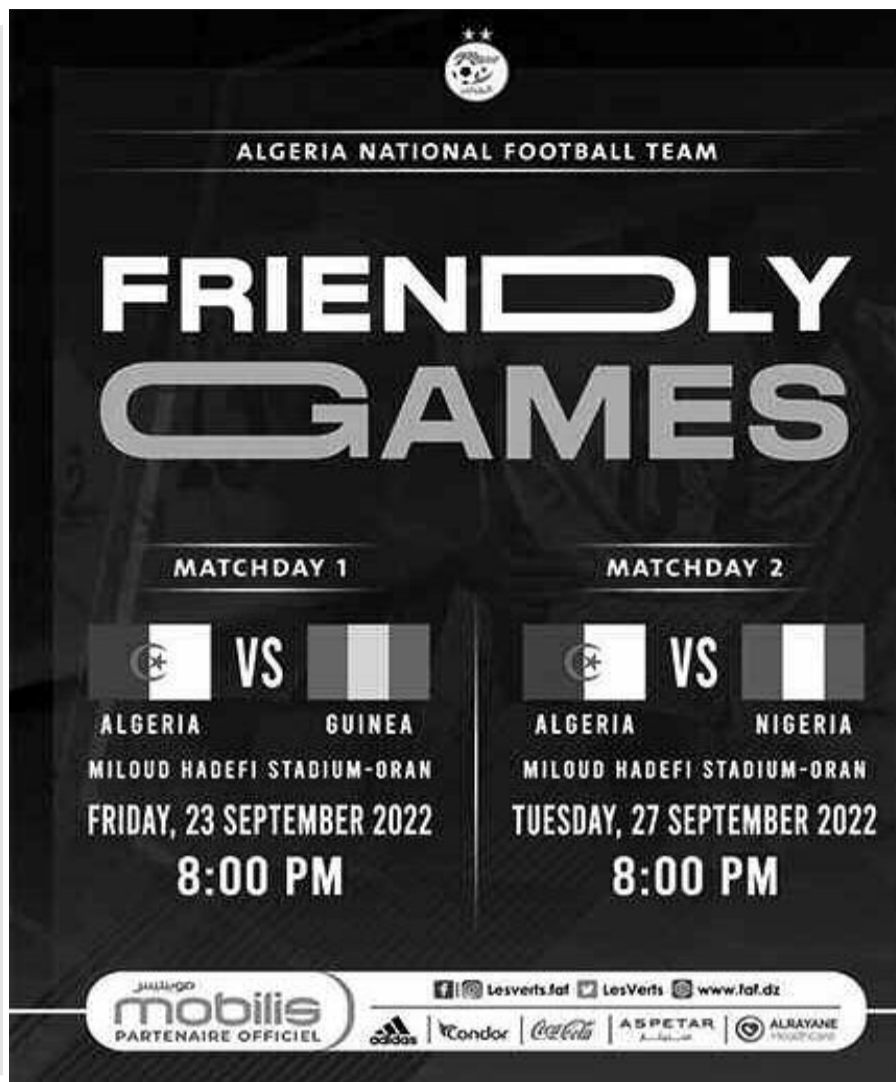
(CEDPE).



FOOTBALL : LES DEUX RENCONTRES SE DÉROULERONT EN SEPTEMBRE

La Guinée et le Nigeria au menu des Verts

La sélection algérienne de football disputera deux matchs amicaux lors de la prochaine trêve internationale en septembre contre respectivement la Guinée et le Nigeria, au Stade du Complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran, a annoncé hier la Fédération algérienne de la discipline (FAF).



La première rencontre contre la Guinée aura lieu le vendredi 23 septembre à 20h00 et la seconde face au Nigeria est prévue le mardi 27 septembre toujours à 20h00, précise l'instance fédérale. Les deux dernières sorties des "Verts" remontent à juin dernier, dans le cadre des deux premières journées des qualifications

de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024, ndlr) en Côte d'Ivoire. Lors du premier match, l'Algérie s'est imposée le 4 juin face à l'Ouganda (2-0) au stade du 5-juillet d'Alger, avant de l'emporter sur le même score quatre jours plus tard à Dar Es-Salam face à la Tanzanie, pour le compte de la 2e journée (Gr.F). Les

joueurs du sélectionneur national Djamel Belmadi, disputeront un ou deux matchs amicaux en novembre prochain, soit à quelques jours du coup d'envoi de la Coupe du monde 2022 au Qatar (20 novembre - 18 décembre). La possibilité pour les Algériens de croiser le fer avec de grosses cylindrées en novembre est

plus qu'envisageable, puisque les "Mondialistes" vont chercher pendant cette période à apporter les derniers réglages avant d'entamer le Mondial. Pour rappel, les 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2024, initialement prévues les 19 et 27 septembre, ont été reprogrammées pour les 20 et 28 mars 2023.

Belaili s'illustre avec le Stade Brestois 29

L'attaquant vedette de l'EN n'a pas tardé à montrer toute la plénitude de son talent fou. Après trois journées de L1, Youcef Belaili semble bien parti pour réaliser une grande saison avec le Stade Brestois 29. Illustration ce dimanche en retrouvant un terrain qu'il connaît bien, celui d'Angers où il a fait un passage éphémère, il y a quelques saisons. Belaili a été l'un des grands artisans de la 1ère victoire cette saison de son équipe (1/3). Alors qu'il y a une semaine, en

entrant à la mi-temps du match Stade Brestois 29 - Olympique Marseille (1/1), il était impliqué dans le seul but égalisateur après avoir bien botté un corner, Belaili remet ça hier en étant directement passeur décisif sur 2 des 3 buts inscrits par son équipe. Dans une séquence tournée après la rencontre, enlacé par un fan algérien, Youcef Belaili a fait une petite révélation : « Achraf (Dari) m'a demandé de lui déposer le ballon sur sa tête avant le match. » Belaili a exaucé le vœu de

la dernière recrue marocaine du club breton en déposant le cuir sur sa tête dans le corner. Achraf Dari a marqué le 3e but et scella définitivement le sort de la partie. En conférence d'après-match, Michel Der Zakarian a encensé son attaquant algérien après le premier succès de son équipe : « Les corners étaient parfaitement tirés, c'est le top ! » Un hommage qui doit faire plaisir à Belaili qui, sans marquer, a été l'homme du match à Angers.

NATATION / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE

Six nouvelles médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne de natation a décroché six nouvelles médailles (1 or, 4 argent, 1 bronze), lors des finales de la 3e journée du Championnat d'Afrique seniors (messieurs et dames), disputées lundi à Tunis. L'unique médaille d'or algérienne de la journée a été remportée par Jaouad Syoud sur 200m brasse (2:13.37), portant son total personnel à six médailles lors de ces joutes (3 or, 3 argent).

Celles en argent ont été l'œuvre de Jaouad Syoud sur 100m papillon (53.94), Ardjouna Abdallah sur 50m dos (25.87), Rania Hamida Nefsi sur 200m brasse (3:38.70) et Meroua Merniz sur 50m dos (29.79). La médaille de bronze est revenue au

relais féminin du 4x200m nage libre avec un chrono de (8:47.39). Avec ces nouvelles breloques, le total de l'Algérie s'élève désormais à 14 médailles (5 or, 8 argent, 1 bronze). Lors des deux premières journées de compétition, les médailles d'or algériennes ont été remportées par Jaouad Syoud (200m papillon, 100m brasse), Abdallah Ardjouna (200m dos) et Oussama Sahnoun (100m nage libre), alors que celles en argent sont revenues à Rania Nefsi (100m brasse), Nesrine Medjahed (100m nage libre) et les relais mixtes 4x100m nage libre et 4x100 quatre nages.

La 15e édition du Championnat d'Afrique de natation se poursuit jus-

qu'aujourd'hui à la piscine olympique de Radès avec la participation de 29 pays.

L'Algérie prend part à cette compétition avec 13 nageurs encadrés par trois entraîneurs.

Outre l'Algérie et la Tunisie (pays organisateur) 27 autres pays participent à cet événement : la Gambie, la Guinée, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Ghana, les îles Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola, l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cap-Vert, l'Égypte, l'Eswatini, Madagascar, le Burundi et le Cameroun.

R.S.

ALORS QUE DOUKHA QUITTE LA JSK POUR LE CRB

ARRIVÉE DE L'INTERNATIONAL, MEDJADEL CHEZ LES CANARIS

La direction de la JS Kabylie et son homologue du CR Belouizdad ont conclu un accord ce lundi après-midi pour le transfert du gardien kabyle, Azzedine Doukha. Ce dernier rejoint le club triple champion en titre pour un transfert définitif : « la direction de la JSK annonce officiellement le transfert de son gardien de but Azzedine Doukha au CR Belouizdad sous forme de vente. La direction saisit l'occasion pour remercier chaleureusement le sympathique Azzeddine pour tout ce qu'il a donné au club et lui souhaite une pleine réussite dans le restant de sa carrière » a indiqué le club des Canaris dans un communiqué officiel. A noter qu'au départ il était question que Moussaoui, le portier du CRB rejoigne la JSK dans le cadre d'un échange avec Doukha mais au final, l'ex gardien du Paradou ne viendra pas. Et pour remplacer Doukha, la JSK a enregistré l'arrivée du gardien du PAC, l'international, Abderrahmane Medjadel. Celui-ci s'est engagé pour deux ans. Il restait à convaincre les dirigeants de la JS Kabylie de se séparer de leur capitaine. Une mission difficile mais les responsables du Chabab de Belouizdad ont trouvé les mots justes, et surtout la bonne offre. Le portier international vient renforcer un effectif déjà très fourni. Il vient surtout pour occuper le poste de numéro 1 dans les bois et jouer un rôle important au sein de l'effectif belouizdadi composé de plusieurs jeunes éléments. L'expérience de Doukha, ses qualités de gardien de but, et son vécu sur la scène continentale sont des atouts qui devront faire de lui le portier numéro un du Chabab de Belouizdad cette saison. Remili et Maâchou dans le flou Avec l'arrivée de Azzeddine Doukha, le nombre des gardiens de but qui composent l'effectif belouizdadi est à 5. En effet en plus de Doukha, le CRB compte déjà Alexis Guendouz, Ahmed Abdelkader, Redouane Maâchou et Remili. Ces deux derniers risquent de ne pas avoir du temps de jeu pour poursuivre leur progression. Ce qui pousse la direction à étudier la possibilité de les prêter pour une saison.

ARBITRAGE

LA FÉDÉRATION RECRUTE UN EXPERT INTERNATIONAL

Soucieuse d'améliorer les normes d'arbitrage, la Fédération égyptienne de football a décidé à la fin du mois dernier de nommer l'ancien arbitre international anglais Mark Clattenburg, retraité des terrains depuis 2017, comme expert étranger pour développer le système d'arbitrage et le niveau des arbitres en Égypte. Cette désignation avait fait couler beaucoup d'encre, et a poussé Essam Abdel-Fatah à remettre sa démission, propulsant Clattenburg aux commandes. Cette expérience qui a été suivie de très près chez nous, et qui a étonné plus d'un, a visiblement été trop bien appréciée par la FAF et son nouveau président Djahid Zefizef qui a étonné plus d'un en copiant l'expérience égyptienne, en faisant appel à l'ancien arbitre international mauricien Lim Kee Chong. La surprise était grande hier lorsque le site de la FAF a annoncé la nouvelle de l'installation des nouveaux responsables de l'arbitrage dans notre pays. « Le président de la Fédération algérienne de football, Djahid ZEFIZEF, a présidé, ce dimanche, l'ouverture du séminaire des arbitres qui se déroulera jusqu'au 26 de ce mois au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, à Alger.

DÉBUT DE TOURNAGE SUR LES DEUX MARTYRS DE LA RÉVOLUTION AVANT LA FIN DE L'ANNÉE EN COURS

Deux films sur Ahmed Bouguerra et Si El Haouès

Le premier tour de manivelle de deux nouveaux longs métrages historiques sur la vie et le parcours des Martyrs de la Révolution, Ahmed Bouguerra (Si M'Hamed) et Si El Haouès, sera donné "avant la fin de l'année en cours", en célébration du 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, a déclaré le ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Laïd Rebiga.

Dans un entretien accordé à l'APS, M. Rebiga a expliqué qu'après avoir "arrêté le programme des films et des travaux audiovisuels, produits et financés par son département dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire du recouvrement de l'Indépendance nationale, le premier tour de manivelle d'un long métrage historique restituant le parcours du Martyr de la Révolution, Ahmed Bouguerra, connu par son nom de guerre "Si M'Hamed", commandant de la Wilaya IV historique, est prévu pour le 17 octobre prochain, une date qui coïncide avec la Journée nationale de l'Emigration". Dans le même élan, le ministre des Moudjahidine et Ayants droit a poursuivi en annonçant que "le premier novembre prochain sera la date de début du tournage d'un deuxième long métrage historique, consacré au parcours du Martyr de la Révolution, Si El Haouès, commandant de la Wilaya VI historique", rappelant que ces deux projets entrent dans le cadre de l'exécution des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la "nécessité absolue de documenter notre Histoire et notre Mémoire nationale". M. Rebiga a déclaré que son département a "réuni toutes les conditions nécessaires et mis tous les moyens à disposition pour la réussite de ces deux grands projets historiques", s'engageant à "donner plus de précision à cet égard très prochainement". Ces deux nouveaux longs métrages, a précisé le ministre, s'inscrivent dans la continuité de la série de films historiques consacrés aux diffé-



rents parcours glorieux des meneurs de la Guerre de libération, réalisés afin de préserver l'héritage national, culturel et historique et sauvegarder la Mémoire nationale en inculquant à nos enfants tout ce qui se rapporte à notre grande Histoire, à travers tous les moyens qui nous sont offerts, par la production audiovisuelle ou la Télévision et la Radio algériennes". Le ministre a rappelé que dans le cadre de ce programme et à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du Moudjahid coïncidant avec le 67^e anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et le

66^e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam, le film sur Zighoud Youcef, produit et financé par son département, a été lancé. Il a également précisé qu'un groupe de travail du ministère a "accompagné les repérages des lieux de tournage en s'appuyant sur des sources historiques", et qu'un groupe de chercheurs devra "accompagner les différentes étapes de production" de ce film qui devrait être "réceptionné en une année".

LE FILM PRÊT APRÈS UNE ANNÉE

La production exécutive du film a été confiée au Centre national de l'industrie cinématographique, une entreprise publique sous tutelle du Premier ministre. Considérant le cinéma comme un réservoir de la mémoire et un des principaux supports de préservation de cette dernière, le ministre a souligné l'importance de s'orienter vers un "cinéma ciblé et étudié". Il a rappelé que dans cet objectif, son département a lancé des concours de scénarios pour produire de nouveaux films sur des sujets qui seront abordés pour la première fois. Le ministre a également rappelé que son département a produit "de nombreux films historiques sur les parcours des martyrs et des chefs historiques de la Révolution depuis la période de la résistance populaire jusqu'à la guerre de libération nationale en passant par le mouvement national. Le ministère a également produit une trentaine de documentaires thématiques en lien avec le dossier de la mémoire, dont la série "camps et



prisons pendant la guerre de libération", dans le but de préserver la mémoire de nos glorieux martyrs et faire connaître leur sacrifice pour le recouvrement de la souveraineté nationale aux jeunes générations. Le ministre a, par ailleurs indiqué que son département a élaboré un "riche programme en lien avec le livre historique et la réédition", à l'occasion du soixantenaire de l'indépendance, en plus du "lancement prochain de la production d'une dizaine de productions historiques documentaires, en collaboration avec la télévision publique". Ces productions documentaires ont été proposées par de jeunes porteurs de projets qui ont bénéficié de l'accord de la commission de lecture des scénarios, et de l'accompagnement du Conseiller du Président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi. Abordant le film sur Larbi Ben Mhidi, une coproduction entre le ministère de la Culture et des Arts et celui des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga a précisé que ce dernier "devrait être réceptionné cette année après la levée des réserves". Il a ajouté que le programme élaboré par son département, pour le soixantenaire de l'indépendance, sous la supervision du Premier ministre, "se déroule en parfaite coordination avec les autres départements ministériels, dont celui de la Culture et des Arts". **R.C.**

BÉJAÏA : LE MUSÉE DU MOUDJAHID D'IFRI-OUZELLAGUÈNE :

Un espace mémoriel et symbolique des sacrifices consentis

Inauguré en août 1984 par feu le président Chadli Bendjedid, le musée d'Ifri Ouzellaguène est assurément le monument qui perpétue au mieux dans la wilaya de Béjaïa, la Mémoire de l'Algérie combattante, celle inhérente tant à la guerre d'indépendance qu'aux autres faits d'armes en rapport avec la résistance nationale depuis l'arrivée de l'occupant en 1830 jusqu'à sa mise à mort en 1962. Tout y est pensé, organisé et valorisé de sorte à ce qu'aucune étape n'en soit négligée. Les visiteurs y découvrent, dans un enchaînement pédagogique, le courage et les prouesses militaires des aïeux, à l'instar d'El-Mokrani et cheikh Belhaddad, artisans de la révolte de 1871 que celles des héros de la guerre d'indépendance dont le patriotisme et le "génie" ont permis la victoire. En effet, tous les acteurs de cet épopée y sont mis en lumière, avec des portraits et des documents retraçant leurs vie et leurs parcours, et, parfois, au détour d'une exposition, on retrouve même leurs affaires (pistolets surtout) ou objets intimes, à l'instar du costume d'apparat du colonel Amirouche, intact et sentant la naphthaline. Au cœur même du site qui a abrité le congrès de la

Soummam en août 1956, l'édifice rend compte, non sans émotion, des méfaits du colonialisme français, des périodes sordides et violentes infligées au peuple, mais résume, en même temps, la lutte et les sacrifices pour s'en extraire et "les destins exceptionnels et foisonnants qui ont forgé la victoire", opinera le directeur du musée, Hakim Mahdjat. Il a expliqué, à ce titre, que "le choix du lieu n'est pas fortuit", puisque, à lui seul, il raconte toute "la puissance" du congrès, organisé au nez et à la barbe de l'armée coloniale, dont les troupes étaient stationnées à peine à une heure de marche du lieu de la réunion. "Un défi et un pied de nez à l'occupant", ajoutera-t-il, évoquant les massacres perpétrés quelques semaines plus tard dans les quatorze villages d'Ouzellaguène et qui en ont payé le prix en signe de vengeance. Il a encore souligné que "la Mémoire est aussi vive que pétillante, imposant d'entretenir le musée et de la rendre accessible à un large public et ce, par le truchement d'actions d'éducation et de diffusion". Quelque 20.000 personnes visitent annuellement les lieux, relève le directeur du Musée.

R.C.






Pour toutes vos
annonces publicitaires,
anniversaire,
félicitations...

Contactez le service
pub au numéro de
téléphone/ fax :
023.70.99.92

Ou adressez vous au
Service pub : sis à la
maison de la presse
Abdelkader Safir,
02 Rue Farid
Zouiouache,
Kouba, Alger

E-mail :

redaction.mehdaoui1969@gm
ail.com

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidie
n.dz

Ou sur notre page
Facebook :
L'EXPRESSDZ

Demande d'emplois

JH 26ans Réceptionniste
Hôtellerie diplômé avec
expérience recherche emploi à
Alger et environ. Libre de
suite Tel : 0541194437

L'EXPRESS DUGR 24/08/2022

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TINDOUF
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

N° : *21* / DEP / 2022

Tindouf, le : *2022* *21*

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF : 37010001903

Réalisation d'un Lycée type 1000/300 R a la Commune de Tindouf.

LOT N° 01 : Bloc Bedagogque + Cour + Poste Transfeau,

LOT N° 02 : Bloc Des Logements + Contune + Salle de Sport +
Unite de Depistage et Suivi + Aménagement D'exterieur.

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Monsieur Le wali de la wilaya de Tindouf représenté par le directeur des équipements publics, informe les soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale N° 07/2022 Publié dans L'EXPRESSE et *البرهان* en date du 23/06/2022, concernant: Réalisation d'un lycée type 1000/300 R a la commune de Tindouf.

Que la procédure d'évaluation et d'analyse des offres, a donné les résultats suivants :

Les Lots	Soumissi onnaire	NIF	Montant et Délai proposé	Montant et Délai corrigé	Note Tech	Observa- tion
LOT N° 01 : Bloc Bedagogque + Cour + Poste Transfeau,	ETB TAHAR YASSINE	1985637010002335	274 221 176.20 Da 16 Mois	277 352 859.35 Da 16 Mois	34	Moins disant Pré- qualifié
LOT N° 02 : Bloc Des Logements + Contune + Salle de Sport +Unite de Depistage et Suivi+ Aménagement D'exterieur.	Le financement des besoins ne peut être assuré					

Un délai de 10 jours, à compter de la première publication du présent avis, est accordé aux entreprises pour un éventuel recours, les soumissionnaires sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cette avis, a prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

L'EXPRESS DU 24/08/2022

ANEP : N° 2216016442

NUCLÉAIRE IRANIEN

Téhéran reproche aux Etats-Unis de retarder les négociations, Washington dément



Téhéran a répondu, la semaine passée, au texte « définitif » présenté par l'Union européenne pour relancer l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 après 16 mois de discussions indirectes entre les Etats-Unis et l'Iran

Nouveaux reproches. L'Iran a accusé lundi 22 août les Etats-Unis de faire traîner en longueur les pourparlers visant à rétablir l'accord nucléaire iranien de 2015, ce qu'a démenti Washington par la voix du porte-parole du département d'Etat américain. Téhéran a répondu la semaine dernière au texte « définitif » présenté par l'Union européenne pour relancer l'accord de 2015 après 16 mois de discussions indirectes entre les Etats-Unis et l'Iran. Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les Affaires extérieures, a déclaré ce lundi qu'il espérait que les

Etats-Unis répondraient positivement dès cette semaine à la proposition de Bruxelles, jugeant que l'Iran avait fourni une réponse « raisonnable » au texte. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a déclaré que Téhéran souhaitait un accord durable qui préserverait les droits légitimes de Téhéran. « Les Américains tergiversent et il y a de l'inaction du côté européen (...) L'Amérique et l'Europe ont plus besoin d'un accord que l'Iran », a-t-il tout de même ajouté. De son côté, le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price, a rejeté

ces propos lors d'un point presse : « L'idée que nous avons retardé cette négociation de quelque manière que ce soit est tout simplement fautive ». Ned Price a ajouté que Washington jugeait encourageant l'abandon par l'Iran de certaines de ses exigences, comme le retrait des Gardiens de la révolution de la liste noire américaine des organisations terroristes. « C'est en partie la raison pour laquelle un accord est plus proche maintenant qu'il y a deux semaines. Mais l'issue de ces discussions en cours reste encore incertaine car des lacunes subsistent », a-t-il

souligné. Les Etats-Unis ont demandé à plusieurs reprises à l'Iran de libérer les prisonniers irano-américains détenus par Téhéran pour des raisons de sécurité. L'Iran a de son côté demandé la libération de plusieurs de ses ressortissants détenus pour des raisons liées aux sanctions américaines.

« L'échange de prisonniers avec Washington est une question distincte et n'a rien à voir avec le processus de négociations pour relancer l'accord de 2015 », a déclaré Nasser Kanaani, affirmant que Téhéran était prêt à échanger des prisonniers.

VIEILLISSEMENT

LES PROMESSES DE LA STIMULATION ÉLECTRIQUE POUR AMÉLIORER LA MÉMOIRE

Une technique non invasive utilisant des microcourants produit des effets durables sur les performances cérébrales d'adultes âgés. Améliorer sa mémoire de manière durable grâce à quelques séances de stimulation électrique transcrânienne, une méthode non invasive et indolore. Ce n'est pas la promesse d'un obscur institut de lutte contre le vieillissement, mais les

résultats de recherches menées à l'université de Boston et publiés ce lundi dans la revue *Nature Neuroscience*. Les techniques de stimulation transcrâniennes font l'objet de nombreuses études depuis plus d'une décennie, notamment dans la prise en charge de certains troubles cognitifs associés à des maladies neurodégénératives (Parkinson, Alzheimer, démence à corps de Lewy...). Les deux principales modalités sont la stimulation magnétique, qui peut modifier de manière transitoire l'activité d'une zone cérébrale, et la stimulation électrique, qui module la capacité de réponse des neurones à une activation naturelle. Bien que prometteuses, ces techniques ne sont pas encore utilisées en routine dans le cadre clinique.

In Le Figaro Magazine

GRANDE-BRETAGNE :

L'inflation pourrait atteindre 18% début 2023

Selon la banque américaine Citi, la Banque d'Angleterre pourrait devoir porter son taux directeur à 6%-7%. La hausse des prix à la consommation en Grande-Bretagne pourrait culminer début 2023 à 18%, soit neuf fois l'objectif que s'est fixé la Banque d'Angleterre (BoE), a déclaré lundi un économiste de la banque américaine Citi après avoir relevé ses

prévisions pour intégrer la dernière augmentation en date des prix de l'énergie. « La question est désormais de savoir quelle politique mener pour amortir l'impact à la fois sur l'inflation et sur l'économie réelle », a dit Benjamin Nabarro dans une note aux clients de la banque. Il faut remonter à 1976 pour retrouver un taux d'inflation britannique supérieur à 18%.

La favorite pour la succession de Boris Johnson au poste de Premier ministre, Liz Truss, devrait annoncer une fois au pouvoir des mesures d'aide aux ménages, mais cela ne devrait avoir qu'un effet limité, a ajouté Benjamin Nabarro. La BoE, qui a déclaré au début du mois que la hausse des prix devrait culminer à 13%, devrait quant à elle arriver à la conclusion

que les risques d'une inflation plus persistante ont augmenté, poursuit l'économiste. « Cela signifie ramener les taux clairement en territoire restrictif, et vite », souligne-t-il. Il ajoute que « si des signes d'une inflation davantage ancrée apparaissent », la BoE pourrait devoir porter son

In L'Opinion

COVID-19 :

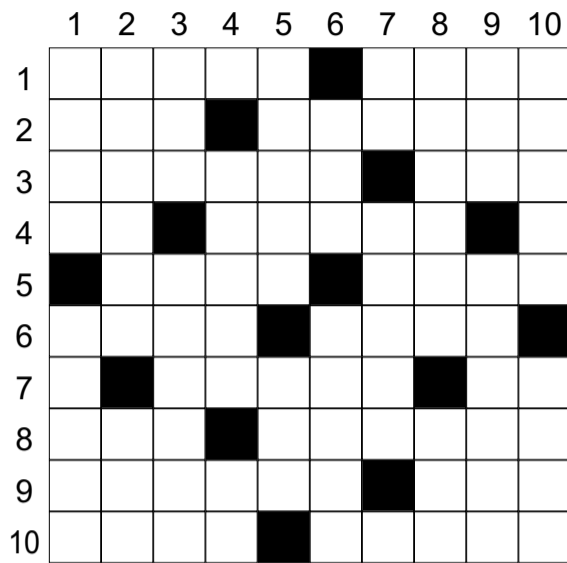
LES PICS DE POLLUTION AGGRAVENT FORTEMENT LA MORTALITÉ, SELON UNE ÉTUDE



Dans la revue « *Science of the Total Environment* », des chercheurs du CNRS et de l'Inserm montrent que les villes les plus polluées ont payé le plus lourd tribut pendant l'épidémie de Covid-19. Jean-Baptiste Renard en est convaincu. Si Paris ou la Lombardie, dans le nord de l'Italie, ont été très fortement affectées au plus fort de la pandémie de Covid-19, c'est qu'elles partagent un facteur aggravant : la piètre qualité de l'air que respirent leurs habitants. « Ce sont les villes les plus polluées qui ont connu les taux de mortalité les plus élevés, constate l'expert, directeur de recherche au CNRS au sein du Laboratoire de physique et de chimie de l'environnement et de l'espace. A contrario, des villes comme Bordeaux ou Brest, beaucoup moins polluées du fait de l'influence océanique, ont été largement épargnées. » Dans une étude publiée début août dans la revue *Science of the Total Environment*, en collaboration notamment avec Isabella Annesi-Maesano, directrice de recherche à l'Inserm et spécialiste reconnue des questions de pollution de l'air, Jean-Baptiste Renard met en évidence une corrélation entre le niveau d'exposition aux particules fines (PM2,5, de diamètre inférieur à 2,5 micromètres) et la mortalité due au Covid-19. Ce lien avait déjà été évoqué dans plusieurs travaux. L'originalité de cette nouvelle publication réside dans sa capacité à quantifier le phénomène. En s'appuyant sur le cas de Paris (le mieux documenté) et en l'élargissant à 31 autres villes et régions de six pays d'Europe de l'Ouest (France, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas et Royaume-Uni) sur la période 2020-2022, l'étude montre que les niveaux de mortalité les plus élevés sont constatés pendant les pics de pollution et varient en fonction de leur intensité. Et dans des proportions considérables. Sur la base de l'analyse de l'ensemble des données, les chercheurs sont parvenus à identifier une tendance : une augmentation de la mortalité de l'ordre d'un facteur de 5 est constatée lorsque les concentrations en PM2,5 flirtent avec les 45 microgrammes par mètre cube. Des niveaux atteints à Paris et en Lombardie. Les auteurs en déduisent une augmentation d'environ 10 % de la mortalité par microgramme par mètre cube de particules fines supplémentaires. Cette tendance dépend de la période analysée : elle décroît logiquement avec le temps, à mesure que les autorités améliorent la gestion de l'épidémie (mesures de confinement puis vaccination). Pendant la première phase de propagation rapide de l'épidémie, la mortalité bondit d'environ 20 % par microgramme par mètre cube de PM2,5 supplémentaires à la suite des pics de pollution. Elle progresse tout de même de 10 % à chaque pic entre mai 2020 et mai 2021 et les différentes formes de confinement (total et partiel). Et d'environ 5 % après le déploiement massif de la vaccination.

In Le Monde

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT

- 1- Allure rapide du cheval - Genre de graminées.
- 2- Souverain - Imaginaire.
- 3- Général français - Celle de la méditerranée et Gibraltar.
- 4- Homme parfait mais symbolisé - Enchanté.
- 5- Contre - Aspirer avec la bouche.
- 6- Instrument pour serrer les objets - Ancienne ville d'Afrique.
- 7- Conjonction (inversé) - Largeur d'étoffe.
- 8- De l'allemand - Salit.
- 9- Prénom féminin - Non Allemand.
- 10- Elle sont aussi charitables - Divertit.

VERTICALEMENT

- 1- Qui contient de la graisse - Usa.
- 2- Insecte d'automne - Fils de Noé.
- 3- Adjectif numéral (inversé) - Venir au monde.
- 4- Roi légendaire des pays de Galles - Est anglais.
- 5- Broyai - Clair (mêlé).
- 6- S'il est solitaire c'est le ténia (inversé) - Ville côtière près de Jijel.
- 7- Richesse - Fils d'Abraham.
- 8- Dernière portion du gros intestin - Interjection.
- 9- Gelée des eaux - Pas de... détroit unissant la manche et la mer du nord.
- 10- Petit étudiant - Volcan italien.

4FOISQUATRE

Retrouvez sans vous aider du dictionnaire, la bonne orthographe des mots suivants par quatre propositions que nous vous soumettons en barrant les trois mots qui sont faux.

Dinausore Dinosaure Dinozaure Dinosore	Eglentier Eglontier Eglantier Eglantier
---	--

Misionnaire Missionnaire Missionnaire Miçionnaire	Extinteur Extincteur Extincyteur Extainteur
--	--

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- DAMAS - EROS. 2- AMI - ANNOTA. 3- MOELLE - NET. 4- ER - OISIF - A. 5- CAGE - CLAN. 6- BETE - VOEU. 7- I - TETON - TU. 8- LUE - ELEVES. 9- ANNELE - EUE. 10- NIDS - SERRE.
VERTICALEMENT
1- DAME - BILAN. 2- AMORCE - UNI. 3- MIE - ATTEND. 4- A - LOGEE - ES. 5- SALIE - TEL. 6- NES - VOLES. 7- EN - ICONE - E. 8- RONFLE - VER. 9- OTE - AUTEUR. 10- SATAN - USEE.

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
INDECENTE - TERREURS - PITRERIES - DRAP - SSO - FEU - IF - SU - RISEES - RATURE - RF - PERE - NUL - FA - SE - NEIGEUSE - ATTEINTES.
VERTICALEMENT
ANTIDERAPANT - DETRUITE - ET - FERRA - SURGIE - CREPIERE - GI - BEER - FEE - BEN - NUIS - UT - STRESS - RUSSE - ESSOUFFLEES.

4 FOIS QUATRE

Idolâtre - Igloo - Incombustible - Aimantation

BIFFE-TOUT

PATRON

MOTS FLÉCHÉS NEUFS SUR DOUZE

DÉSINFECTANT BRÛLER UN CORPS	PETIT LAROUSSE PERSONNE QUI CIRE	PIED DE VIGNE	RÉPAND SE PLANTE	REVOIT
MANIE SOIGNE LA TOUX	DALLE TELLES CERTAINES HUITRES	PAREIL DOMPTÉ	SAINTE ABRÉGÉ VENU AU MONDE	POLI
SUD-EST TROMPA	ABRASIF ALLANT VENTRE À TERRE	ELLE AIME LA LAINE CLOISON	ARMÉE ITALIENNE	AMONCELLEMENT
BOÎTE POUR BULLETINS DE VOTE RÈGLE	MOUCHE	MEILLEURE CARTE		

Le dernier MOT

Les lettres non utilisées serviront à former le mot dont la définition est ci-dessous

En 8 lettres :
Charger de percevoir les droits sur les marchandises importées ou exportées

L O V D E P O S E R S T R O P E S S A P
F N O I T A L U C R I C T N E M U C O D
I M L G D E L A B A C R I M I N E L S R
C E E I E L P A T R U O I L L E I U Y O
H N U T R O R E G E N R E S A C S R C I
I O R A E R R E I E M O R S E P U O R T
E T M L I T P E T N N R O M E J C S M I
R T A E T N A A I S E T O C L A A R A A
E E R I N O S S U C E B T F R A R U N F
I E C C O C S I J S I G I D I U T E D R
D C H R R U A U G L E L E T O N O O A O
N E A I E F G E E N E B O R E E U M T F
A M N M T E E R D E E A A P C A C G O S
B P D I I E P A E S R D A N N S H U S E
E R I S R O R I N V I U E E C H I E N V
R E S E E M N U E O L G T E I L E R E I
T I E T E R R A S E A O N I L E R I S H
N N R R I D E N T I T E V E O O E T U C
O T I F R O N T A L I E R E S V I E A R
C E U N E T E D E D N A B E R T N O C A

- AGENCE
- AGENT
- ARCHIVES
- ARRET
- BANC
- BARRIERE
- CABALE
- CAMION
- CARTOUCHIERE
- CASERNE
- CAUSE
- CHIEN
- CIRCULATION
- COCARDE
- CONTREBANDE
- CONTREBANDIER
- CONTROLE
- CRIMINEL
- DEPOSER

- DETENU
- DIGITAL
- DOCUMENT
- DOUANE
- DROIT
- ECUSSON
- EMPREINTE
- EPAULETTE
- EPIE
- ETUI
- FICHIER
- FIGE
- FILEE
- FORFAIT
- FOUILLE
- FRONTALIERE
- FRONTIERE
- GENDARMERIE
- GESTE

- GUERITE
- IDENTITE
- INSIGNE
- JUGE
- JURY
- LOI
- MANDAT
- MARCHANDISE
- MENOTTE
- MERCI
- MOBILE
- MOEURS
- MORSE
- NOTE
- PASSAGE
- PASSEPORTS
- PATROUILLE
- PAUSE
- PEINE

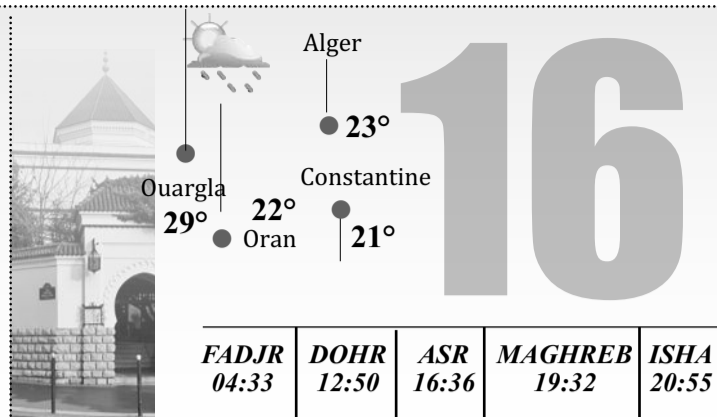
- POLICE
- POLICIER
- RADIO
- REMISE
- REVOLVER
- SCENE
- SENS
- SIGNES
- SURETE
- SUSPECT
- TIREE
- TOTAL
- TROUPE
- UNIFORME
- VOITURE
- VOL
- VOLEUR

VOL PARIS-ALGER EN OCTOBRE UNE BAISSÉ DES PRIX ATTENDUE

L'automne 2022 s'annonce de bon augure. Après une hausse sans précédent durant la saison estivale, les prix des billets d'avion entre l'Algérie et la France se dirigent enfin vers une baisse. En effet, les billets vers plusieurs villes sont redevenus disponibles avec des tarifs très bas. D'ailleurs, on constate même une baisse importante des prix sur les vols Paris - Alger. La compagnie nationale de

transport aérien (Air Algérie) propose, selon le site 360 Algérie des vols directs en aller-retour entre Paris et Alger à partir de 255 euros. Tassili Airlines offre également des vols directs au prix de 380 euros, soit 56 000 DA. Néanmoins, les prix les plus attractifs sont ceux des compagnies aériennes low cost à l'image de Transavia qui met en vente sur le marché des billets à partir de 140

euros, soit l'équivalent de 20 130 DA, et ASL Airlines à partir de 200 euros, soit 29 000 DA. D'autres compagnies étrangères font pareillement la liaison entre les deux rives de la Méditerranée, à l'image d'Air France en vol direct Paris-Alger au prix de 215 euros ; ce qui équivaut à 31 000 DA et ITA Airways qui propose des vols par escale à Rome à partir de 235 euros soit 34 000 DA.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 24 AOÛT 2022 // N°373 // PRIX 20 DA

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE DU BOIS, MENUISERIE, EQUIPEMENTS ET TECHNOLOGIES « ALGERIA WOODTECH »

Du 19 au 22 septembre 2022 à la Safex



« Cgcom Event » organise le Salon international de l'industrie du Bois, Menuiserie, Equipements et Technologies « Algeria Woodtech » à la SAFEX d'Alger, du 19 au 22 Septembre 2022, sous le haut patronage du ministère de l'Industrie et en collaboration avec les chambres de commerce algériennes.

Cet événement économique se veut un point de rencontre entre les professionnels et les acteurs de l'industrie du bois et Menuiserie nationaux et étrangers afin de répondre aux besoins de ces derniers. Cette édition s'annonce dense et pleine de potentiel, grâce à la participation en force et

attendue de nombreux exposants de plusieurs pays, dont l'Algérie, la Turquie, l'USA, l'Angleterre, la Tunisie, l'Allemagne, l'Italie, la Bulgarie, la Russie et plain d'autres. Toutes les filiales et les métiers majeurs dédiés au développement du secteur du Bois et de la Menuiserie, se donnent ainsi rendez-vous en

Algérie. Des rencontres B2B seront organisés au cours de cet événement. Cette manifestation économique internationale permettra également d'analyser l'évolution du marché algérien ainsi que les échanges commerciaux et les partenariats dans ce secteur.

B.K.

LOGEMENT PROMOTIONNEL LIBRE (LPL) FEU VERT POUR LES INSCRIPTIONS À ALGER

Bonne nouvelle pour les habitants de la capitale. Les inscriptions aux logements Promotionnels Libres (LPL) seront ouvertes dès demain mardi dans la wilaya d'Alger. L'annonce a été faite, ce lundi 22 août 2022, par un communiqué rendu public par l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI). Selon la même source, l'ouverture de inscriptions ne concerne pas seulement les logements de la wilaya d'Alger. En effet, des appartements promotionnels



libres situés dans les wilayas de Tipaza et Annaba seront également concernés par cette ouverture d'inscription. Dans son communiqué, l'ENPI a précisé que les inscriptions seront ouvertes dès demain, à partir de

11h00. « La visite et l'inscription se font via le site suivant : <https://www.enpi.dz> Ou via le lien directement <https://www.enpi-net.dz/LPL/> », a souligné la même source.

R.N.

SECTION AÉROPORTÉE À BOUGHAR COURSE DE POURSUITE, TIR AVEC ARMES LÉGÈRES ET LANCE-ROQUETTES

Le parcours de course de Boughar, wilaya de Médéa (1ère Région militaire), a vu dans sa dernière journée de compétition, le déroulement de l'épreuve "course de poursuite en groupes avec passage du parcours du combattant et tir avec armes légères et lance-roquettes" et ce, dans le cadre des compétitions du Concours militaire international (Section aéroportée 2022) qu'abrite l'Algérie du 15 au 27 août, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Le parcours de course de Boughar, wilaya de Médéa, en 1^{re} Région



militaire, a vu dans sa dernière journée de compétition, le déroulement de l'épreuve (course de poursuite en groupes avec passage du parcours du combattant et tir avec armes légères et lance-roquettes) sur une distance de 15 kilomètres". "Cette épreuve a connu la participation de 15 pays, avec trois

(03) groupes pour chaque pays. La course a été marquée par une rude concurrence entre les athlètes qui ont fourni un grand effort physique et moral afin de franchir la ligne finale en un temps record et obtenir d'honorables résultats", précise la même source.

R.N.

POUR ÉVITER UNE CHUTE DES COURS DU BARIL L'OPEP+ PRÊTE À RÉDUIRE SON OFFRE

Le ministre de l'Energie de l'Arabie saoudite s'inquiète du risque d'une chute des prix de l'or noir considérant que le marché est suffisamment approvisionné alors qu'un ralentissement de l'économie mondiale va peser sur la demande. Réduire l'offre de pétrole, voici qui paraît paradoxal en pleine crise énergétique, alors même qu'il y a quelques semaines, le président Joe Biden s'était rendu en Arabie saoudite pour réclamer une augmentation de la production. C'est pourtant ce qu'envisage de faire l'Opep+ (partenariat qui réunit les pays exportateurs de pétrole, menés par l'Arabie saoudite et la Russie). Le ministre de l'Energie saoudien,

Abdelaziz ben Salmane, a ainsi confié à l'agence Bloomberg que l'Opep+ avait les moyens notamment de « réduire à tout moment sa production » pour faire face aux défis d'un marché pétrolier « tombé dans un cercle vicieux de faible liquidité et de volatilité extrême » qui « envoient des signaux erronés aux marchés à un moment où l'on a besoin le plus de clarté ».

MODESTE AUGMENTATION EN SEPTEMBRE

Au début du mois d'août, l'Opep+ a convenu d'une augmentation quasi dérisoire de son offre pour le mois de septembre, de «

100.000 barils par jour », à comparer aux quelque 432.000 b/j puis 648.000 b/j fixés les mois précédents. Or, malgré cette timide hausse, les cours, après s'être envolés en début d'année alors que la demande reprenait avec la fin des confinements et le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont cédé plus de 20% en deux mois et demi. Le ministre saoudien met en garde sur « le cercle vicieux » dans lequel est plongé le marché selon lui qui est « amplifié par un flux d'histoires infondées » portant sur « une destruction de la demande, des nouvelles sur un retour de grands volumes d'offre, et l'ambiguïté et l'incertitude sur les

impacts potentiels des plafonds de prix, des embargos et des sanctions.» Une critique à peine voilée à l'encontre des déclarations de responsables occidentaux, après l'embargo imposé sur le pétrole russe par les Etats-Unis, le Royaume uni et les pays européens, dans le cadre de sanctions. « Au sein de l'Opep+, nous avons connu un environnement beaucoup plus difficile par le passé et nous en sommes sortis plus forts et plus soudés que jamais », a rappelé le ministre saoudien, qui a annoncé que les pays de l'Opep+ allaient travailler sur un nouvel accord pour l'après 2022.

In La Tribune